

# Saïd Barkat placé en détention provisoire

Page 3

Tribunal de Sidi M'hamed

## Enquête sur une vidéo montrant des policiers tabassant un individu

Page 24

# Les DEBATS

Votre quotidien national

Alors que l'été n'est qu'à ses débuts

# Les feux de forêts font déjà des ravages

Chaque été, les feux de forêts déciment des milliers d'hectares à travers le territoire national. Les vagues de chaleur fréquentes restent propices aux déclarations de ces feux dont les conséquences sur la faune et la flore sont fortement ressenties.

Page 3



Crise politique et enjeux économiques

## Une détente politique pour un mieux-être social



Par Saâd Taferka

**L**es propositions de sortie de la crise politique se multiplient, impliquant les partis politiques, le monde associatif, les syndicats et des personnalités ayant un poids honorable dans des organisations nationales. Les ébauches de débats qui commencent à se dessiner insistent d'abord sur le processus électoral qu'il faudrait reprendre et les conditions à réunir pour sa réussite.

Chez la plupart des acteurs qui formulent un avis, une proposition ou une simple idée, le contenu économique et social de ce déclic politique qu'il y a lieu d'enclencher, n'est pas encore défini et ce, malgré les gros nuages qui s'amoncellent sur les horizons immédiats de la santé économique du pays et sur la situation sociale des populations. C'est que, au moment même où s'échangent à distance des mots, des slogans ou de confuses propositions entre le mouvement populaire, le «hirak», et les autorités politiques du pays, des entreprises sont menacées de banqueroute et dépôt de bilan, avec, à la clef, des milliers de travailleurs à envoyer au chômage. Cela concerne en premier lieu les entreprises appartenant à certains hommes d'affaires se trouvant en détention préventive depuis plusieurs semaines et dont les comptes sont bloqués ou gelés de façon conservatoire. Il y a, ensuite, un autre cas, celui d'entreprises publiques touchées par la limitation d'importations de pièces, matières premières et équipements dans le cadre des licences d'importation instaurées en 2016. L'entreprise d'électroménager de Tizi Ouzou (Eniem), qui emploie 1 700 travailleurs, semble être la première victime de cette procédure. Pour son P-DG, Djilali Mouazer, «tout est bloqué. Cela a contraint l'administration à avancer le congé annuel des travailleurs, avec le maintien juste d'un service minimum pour le service commercial et l'administration».

Après la crise financière et économique, qui a contraint les trois derniers gouvernements (Sellal, Teboune et Ouyahia) à chercher à limiter les importations à la hussarde, s'est ajoutée la crise politique induite par le refus de la population du 5<sup>me</sup> mandat sollicité par l'ancien président, A. Bouteflika.

Page 4

Absence de déclarations de piqûres depuis le début de l'année

## Moustique tigre, le ministère de la Santé rassure

Page 2





Absence de déclarations de piqûres depuis le début de l'année

# Moustique tigre, le ministère de la Santé rassure

La lutte contre les moustiques tigres, notamment à travers des mesures préventives, semble avoir apporté ses fruits. En témoigne l'absence de déclaration de piqûres de cet insecte depuis le début de l'année.



Par S.A.Mohamed

C'est ce qu'a confirmé, hier à Alger, le Dr Djamel Fourar, directeur général de la prévention au ministère de la Santé en assurant que les établissements de santé n'ont pas enregistré, en 2019, de déclarations liées aux piqûres d'individus par le moustique tigre. Il a également fait état d'un dispositif de veille et de lutte contre la prolifération de cet insecte. «Nous n'avons pas enregistré cette année de déclarations émanant des établissements de santé suite aux piqûres du moustique tigre comme ce fut le cas en 2018 où nous avons reçu beaucoup de plaintes», a

déclaré le Dr Fourar lors d'un point de presse consacré à la présentation des mesures préventives et de lutte contre ce moustique. Le moustique tigre a fait sa première apparition en Algérie en 2010 dans la wilaya de Tizi Ouzou avant de se propager dans d'autres wilayas comme Oran, Alger et Jijel. Le conférencier a fait savoir qu'un plan national de lutte a été mis en place, de même qu'un dispositif de surveillance et de lutte contre les arboviroses transmises par ce moustique. Tout en conviant les usagers à utiliser de «manière rationnelle» l'eau d'irrigation, dans la mesure où le moustique se développe dans les eaux stagnantes, a indiqué qu'une instruction ministé-

rielle a été adressée aux établissements de santé à travers le territoire national en vue de l'application du dispositif mis en place par le ministère. Pour sa part, le représentant de l'Institut Pasteur Algérie (IPA), le Dr Kamel Benallal, a passé en revue les caractéristiques du moustique tigre, qui tient son nom des rayures entachant sa surface, précisant qu'il est actif de jour, à l'aube et au crépuscule, principalement à l'extérieur des habitations et qu'il est généralement confiné dans les villes côtières. Il est également réputé pour être particulièrement agressif envers l'homme en ciblant ses membres inférieurs, alors que ses piqûres «très allergisantes» provoquent des

oedèmes, des rougeurs et une inflammation, a-t-il expliqué, recommandant de désinfecter (en cas d'atteinte) la peau avec du savon, dans un premier temps, puis au moyen d'un antiseptique. Tout en énumérant les actions engagées par l'Institut Pasteur, le Dr Benallal a fait remarquer qu'un plan de lutte contre la prolifération du moustique tigre est mené en collaboration avec le ministère de la Santé. Il a, par la même occasion, appelé les citoyens à signaler la présence de ce moustique en s'appuyant d'une photo de l'insecte et en localisant l'adresse exacte, faisant savoir qu'une page Facebook est mise à leur disposition à cet effet. S. A. M.

Selon le ministre de l'Enseignement supérieur

## Vers l'adoption de la langue anglaise dans la recherche scientifique

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, a instruit hier à Constantine, à l'effet de consolider l'utilisation de la langue anglaise dans les recherches scientifiques.

«Le ministère de l'Enseignement supérieur oeuvre à mettre en place les mécanismes nécessaires dans le cadre des commissions pédagogiques des universités pour consolider l'utilisation de l'anglais dans la recherche», a indiqué le ministre au cours de la cérémonie d'inauguration du centre de recherche de la mécanique, au campus Chaâb El Rassas, de l'université des Frères Mentouri.

Il a, dans ce contexte, ajouté que l'adoption de l'anglais dans la recherche permet «une meilleure visibilité des tra-

vau des chercheurs» soutenant que la démarche appuie l'étape de la validation de la recherche, «un passage indispensable qui transforme l'expérience accomplie au laboratoire en fait scientifique», a-t-il dit.

Rappelant que la langue anglaise est la langue des filières internationales et celles des revues scientifiques, le ministre a encouragé l'ouverture d'un dialogue entre académiciens et étudiants pour oeuvrer à adopter l'anglais dans la recherche scientifique.

Sur un autre registre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a indiqué que son département accorde «un intérêt particulier» à la fixation des chercheurs algériens dans leur pays et ce, en leur offrant

«les outils nécessaires pour développer leur recherches au service du pays».

Il a ajouté que «la porte demeure ouverte pour tous les cerveaux algériens établis à l'étranger avec qui les contacts n'ont jamais été interrompus».

M. Bouzid s'est rendu au centre des recherches des sciences pharmacologiques au pôle universitaire, à l'unité de voisinage 5 de la ville Ali Mendjeli, où il a inspecté plusieurs structures de l'université Salah Boubnider (Constantine 3).

À l'unité des recherches en chimie environnementale de l'université Mentouri, un groupe d'étudiants a observé un mouvement de protestation et empêché la délégation ministérielle d'effectuer une visite d'inspection, a-t-on constaté.

H. T.

Habitat

## Les prix des logements promotionnels aidés fixés par arrêté

Les prix de cession des logements promotionnels aidés (LPA) de type F5 ont été fixés dans un arrêté publié sur le *Journal officiel* n°39.

Il s'agit de l'arrêté interministériel du 25 février 2019 complétant celui du 14 mars 2018, et définissant les conditions et modalités financières, ainsi que les mécanismes de financement de la réalisation du logement promotionnel aidé.

En vertu de cet arrêté, le logement collectif F5 dans les communes relevant des wilayas d'Alger, Oran, Annaba et Constantine est cédé à 5,4 millions de dinars, toutes taxes comprises, hors charges foncières.

Cependant, le logement collectif ou semi-collectif F5 dans les communes relevant des Hauts-Plateaux et des chefs-lieux des wilayas du Sud coûte 4,8 millions de dinars.

Le prix du logement individuel avec cour et terrasse accessible, en clos et couvert, dans les communes des wilayas du Sud du pays a été fixé à 3,5 millions de dinars, alors que le logement collectif situé dans le reste des communes du territoire national est cédé à 5,1 millions de dinars.

L'arrêté précise, par ailleurs, que les prix des appartements de type F2, F3 et F4 demeurent inchangés.

Les prix des F2 oscillent, quant à eux, entre 2,2 et 2,6 millions de dinars, pendant que les logements F3 coûtent entre 2,6 et 3,5 millions de dinars.

Les logements F4 oscillent entre 2,6 et 4,4 millions de dinars en rapport avec les zones dans laquelle ils sont situés.

La répartition par typologie du LPA par projet devra, quant à elle, se faire dans les proportions de 20% au maximum pour les logements de type F2 de 50 m<sup>2</sup> habitable, 50% pour les logements de type F3 de 70 m<sup>2</sup> habitable, ainsi que de 30% au maximum pour les logements de type F4 de 85 m<sup>2</sup> habitable et/ou les logements de type F5 de 105 m<sup>2</sup> habitable, a précisé le même texte.

H. T.

Personnes exerçant une activité non salariée

## Le délai de la cotisation prolongé de trois mois

Le ministre du Travail, de l'Emploi et la Sécurité sociale, Tidjani Haddam Hassane, a annoncé, dimanche à partir de Aïn Defla, le prolongement de trois mois du délai de cotisation payable par les personnes exerçant une activité non salariée préalablement fixé au 30 juin de l'année en cours.

«Nous venons de solliciter le Premier ministre pour le prolongement du délai de la cotisation payable par les personnes exerçant une activité non salariée, préalablement fixé au 30 juin de l'année en cours, et nous nous réjouissons qu'il ait répondu favorablement à notre doléance en prorogeant le délai de trois mois», a précisé M. Haddam qui inspectait le siège de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) de Aïn Defla dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya.

Tidjani Haddam Hassane a expliqué que les motifs inhérents à la demande de prolongement du délai de cotisation payable par les personnes exerçant une activité non salariée ont trait à la conjoncture économique actuelle, émettant le souhait de voir la culture de la sécurité sociale s'installer d'avantage chez les non-salariés.

«La conjoncture économique actuelle s'est répercutée négativement sur nombre de travailleurs non-salariés et nous en sommes pleinement conscients. C'est justement pour cette raison que nous avons sollicité le Premier ministre pour prolonger les délais de la cotisation dont ces travailleurs doivent s'acquitter», a-t-il argumenté.

Il a, d'autre part, noté que l'Etat a changé de stratégie en vue de se rapprocher du travailleur non salarié, instruisant les responsables locaux de son secteur à lutter contre la bureaucratie et à tout entreprendre pour que celui-ci (le travailleur non-salarié) «passe le moins de temps possible au niveau des agences».

Reda A.

Alors que l'été n'est qu'à ses débuts

# Les feux de forêts font déjà des ravages

Chaque été, les feux de forêts déciment des milliers d'hectares à travers le territoire national. Les vagues de chaleur fréquentes restent propices aux déclarations de ces feux dont les conséquences sur la faune et la flore sont fortement ressenties.



Par Karima Nacer

**M**algré le renforcement du dispositif de lutte contre les feux de forêts de manière à lancer des actions coordonnées et concertées, les feux de forêts continuent de faire des ravages. Pas une semaine ne passe sans qu'un incendie de forêt ne soit signalé en Algérie, dû à la chaleur. La hausse de la température est souvent liée aux incendies de forêts. Cette saison estivale, comme les précédentes d'ailleurs, plusieurs wilayas du pays n'ont pas été épargnées. A Tizi Ouzou, un total de 11 départs de feu a été enregistré en une seule journée. L'intervention des éléments de la Protection civile et des forêts a permis de maîtriser cet incendie deux heures plus tard. Depuis le début de la campagne de lutte contre les feux de forêts, le 1<sup>er</sup> juin dernier, la Conservation des forêts a enregistré un total de 37 départs de

feu, ceux d'avant-hier, n'ont pas été comptabilisés dans ce bilan. Ces 37 incendies ont parcouru 133 ha de couvert végétal, dont 13 ha de forêt, 80 ha de maquis et broussailles et 40 ha de champs et vergers appartenant à des particuliers, a ajouté le conservateur des forêts. Sur les 40 ha de champs brûlés, une moyenne de 50% des départs de feu a été causée par la négligence humaine, notamment lors de l'incinération d'herbes sèches et branchages après les opérations de nettoyage des vergers. Or, l'incinération est interdite durant la campagne de lutte contre les incendies et elle est soumise à autorisation.

Aussi, le même jour, dans la wilaya de Tissemsilt, deux incendies déclarés sur le territoire de la commune de Khemisti ont détruit plus de 100 q de blé dur stocké et 190 bottes de foin.

Aussi, à Saïda, trois incendies ont détruit 3,5 ha de blé et de broussailles à travers trois communes relevant de la wilaya.

Les agents de la Protection civile sont intervenus pour éteindre les feux et les services compétents ont ouvert des enquêtes sur les raisons de ces sinistres.

A Constantine, près de 72 ha de couvert végétal ont été détruits dans la wilaya à la suite des incendies signalés durant les dernières 24 heures, a-t-on appris dimanche auprès des services de la direction de la Protection civile (DPC).

Les surfaces endommagées sont constituées de 50 ha de champs agricoles, 12 ha de blé dur, 8 ha de broussailles, de 1,5 ha d'avoine fourragère et de 4 280 m<sup>2</sup> d'herbes sèches. Les flammes ont provoqué également la destruction d'environ 730 bottes de foin et 122 arbres dont 102 oliviers, 10 eucalyptus et 10 pins d'Alep. Bien d'autres wilayas sont également touchées par le feu, provoquant d'énormes dégâts.

Pour tenter de limiter un tant soit peu les dégâts, une réunion d'un conseil interministériel

consacrée à l'examen des mécanismes devant renforcer les capacités opérationnelles des services de la Protection civile et de la direction générale des forêts concernant les feux de forêts, de récoltes et de palmiers, a été organisé dernièrement. Lors de cette réunion, il a été procédé à la présentation d'un bilan initial relatif aux incendies enregistrés cette année et aux moyens mobilisés pour protéger les ressources forestières dépassant les 4,5 millions d'hectares au niveau national, notamment en termes d'achat de colonnes mobiles au profit de la Protection civile, estimées actuellement à 37 colonnes réparties sur les wilayas concernées en attendant leur renforcement. Il été mis en avant, également, les moyens humains et matériels de la direction des forêts pour faire face à ce phénomène, appelant à l'installation des commissions de wilayas pour la protection des forêts. **K.N.**

## Poursuivi pour dilapidation de deniers publics Saïd Barkat placé en détention provisoire

Le juge enquêteur près la Cour suprême a ordonné, hier, le placement de l'ancien ministre et ex-sénateur, Saïd Barkat, en détention provisoire à la prison d'El Harrach. Saïd Barkat a comparu, dans la matinée d'hier, devant le juge enquêteur près la Cour suprême pour dilapidation de deniers publics, conclusion d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et faux en écritures publiques lorsqu'il était ministre de la Solidarité nationale et de la Famille.

Le parquet général près la Cour suprême avait engagé les procédures de poursuite judiciaire à l'encontre Saïd Barkat, après son renoncement à son immunité parlementaire, selon les formes et dispositions prévues dans le code de procédure pénale pour des faits punis par la loi.

Par ailleurs, l'ancien ministre et ex-sénateur, Djamel Ould Abbès, placé dimanche en détention provisoire, est poursuivi pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment la dilapidation de deniers publics, la conclusion d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, octroi d'indus privilégiés et abus de fonction», a noté le communiqué. Le conseiller instructeur à la Cour suprême, M. Ould Abbès est poursuivi pour dilapidation de deniers publics, conclusion d'un marché en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, octroi d'indus privilégiés et abus de fonction», a noté le communiqué. Le conseiller instructeur a ordonné la mise en détention provisoire à l'encontre du prévenu, a conclu le communiqué. **R. L.**

## APN Plénière mercredi consacrée à l'élection du nouveau président

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, mercredi prochain, une séance plénière consacrée à l'élection du nouveau président de l'Assemblée, a indiqué, dimanche, un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Le Bureau de l'APN «a tenu, dimanche, une réunion, sous la présidence du vice-président, Abderrezak Terbeche, consacrée à l'examen du rapport de la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN portant sur la validation de la vacance du poste de président de l'APN et la concertation autour de la date de la séance de l'élection du nouveau président, a précisé la même source. Selon le même communiqué, M. Terbeche «a tenu, par la suite, une réunion de concertation avec les présidents des groupes parlementaires, laquelle a débouché sur la validation du choix du mercredi 10 juillet à 10h00 en tant que date de la tenue de la séance consacrée à l'élection du nouveau président de l'APN».

A rappeler que la Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'APN avait validé, plus tôt dans la journée, la vacance du poste de président de l'APN. **M. Y.**

Pour parvenir à une «solution consensuelle»

# Bedoui : «La crise en Libye nécessite un dialogue inclusif»

**L**a crise que connaît la Libye depuis 2011 nécessite d'amorcer un processus de dialogue inclusif en vue de parvenir à une «solution consensuelle» de ce conflit, a indiqué, dimanche à Niamey (Niger), le Premier ministre, Noureddine Bedoui. «La crise majeure que connaît ce pays frère (Libye) depuis 2011 et ses répercussions sur la région soulignent la nécessité de tout entreprendre afin d'amorcer un processus de dialogue inclusif entre les parties libyennes, avec pour objectif de parvenir à une solution consensuelle de ce conflit, dans le cadre du respect de la souveraineté de la Libye, de son intégrité territoriale et de l'unité de son peuple, loin de toute ingérence étrangère», a souligné M. Bedoui.

M. Bedoui intervenait lors de la réunion du Comité de haut niveau des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine sur la Libye, qui s'est tenue en marge du 12<sup>ème</sup> Sommet de l'UA qui se tient dans la capitale nigérienne. Cette réunion a été convoquée par le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguessou, en sa qualité de président du Comité de Haut niveau de l'UA sur la Libye. A ce propos, M. Bedoui a relevé que «la dégradation continue de la situation sécuritaire que nous observons en Libye, appelle de notre part une mobilisation accrue afin de contribuer réellement à rapprocher les

positions de nos soeurs et frères libyens autour d'une solution qui leur permet de transcender leurs divergences et privilégier l'intérêt suprême du pays».

Il a ajouté que «ce contexte sécuritaire fragile qui prévaut en Libye, en particulier l'absence d'un contrôle effectif des autorités sur l'ensemble du territoire, est malheureusement mis à profit pour la prolifération des activités illicites et criminelles, notamment le terrorisme et les trafics de drogue, d'armes et d'être humains».

M. Bedoui a observé que «la crise libyenne est avant tout une crise africaine», ajoutant que «c'est dans cet esprit qu'il faudra réitérer, avec force, l'impératif de placer notre Organisation panafricaine et notre Comité au centre des efforts internationaux visant à accompagner les libyens sur la voie d'une solution politique, basée sur le dialogue et de la réconciliation, seule à même de mettre un terme à la souffrance du peuple libyen frère». «En effet, nous devons mettre à profit le partenariat qui existe entre l'Union africaine et les Nations unies, guidé par les principes de subsidiarité et de complémentarité, notamment s'agissant de la préservation de la paix et de la sécurité en Afrique, pour donner un contenu plus visible et plus effectif à nos efforts dans le règlement de la crise libyenne», a-t-il soutenu.

Pour le Premier ministre, «il est clair que toute approche en dehors de la solution politique ne peut qu'aggraver davantage la situation en Libye. Dès lors, toute action militaire est de nature à compliquer davantage la situation en Libye et éloigner les perspectives de son dénouement», a-t-il insisté.

Il a appelé les parties libyennes à «saisir la mobilisation de l'Union africaine à leur côté, en vue de parvenir à une solution politique à même d'aboutir à l'objectif ultime de l'organisation d'élections transparentes, sous l'égide de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations unies».

M. Bedoui a estimé, à cet égard, que la tenue de telles élections «contribuerait à l'instauration d'un climat de confiance et la mise en place d'institutions gouvernementales démocratiques pérennes, dont une armée nationale unifiée et seule responsable d'assurer la sécurité du pays», réitérant, par la même occasion, l'engagement de l'Algérie à «poursuivre et intensifier ses efforts en vue de contribuer au règlement définitif du conflit dans ce pays».

Tout en condamnant l'attaque qui a ciblé récemment un centre d'hébergement de migrants en Libye, M. Bedoui a réitéré l'appel de l'Algérie en vue de situer les responsabilités et identifier les auteurs de ce crime. **R. L.**



Crise politique et enjeux économiques

# Une détente politique pour un mieux-être social

Les propositions de sortie de la crise politique se multiplient, impliquant les partis politiques, le monde associatif, les syndicats et des personnalités ayant un poids honorable dans des organisations nationales. Les ébauches de débats qui commencent à se dessiner insistent d'abord sur le processus électoral qu'il faudrait reprendre et les conditions à réunir pour sa réussite.



Par Saâd Taferka

Chez la plupart des acteurs qui formulent un avis, une proposition ou une simple idée, le contenu économique et social de ce déclic politique qu'il y a lieu d'enclencher, n'est pas encore défini et ce, malgré les gros nuages qui s'amoncellent sur les horizons immédiats de la santé économique du pays et sur la situation sociale des populations. C'est que, au moment même où s'échangent à distance des mots, des slogans ou de confuses propositions entre le mouvement populaire, le «hirak», et les autorités politiques du pays, des entreprises sont menacées de banqueroute et dépôt de bilan, avec, à la clef, des milliers de travailleurs à envoyer au chômage. Cela concerne en premier lieu les entreprises appartenant à certains hommes d'affaires se trouvant en détention préventive depuis plusieurs semaines et dont les comptes sont bloqués ou gelés de façon conservatoire. Il y a, ensuite, un autre cas, celui d'entreprises publiques touchées par la limitation d'importations de pièces, matières premières et équipements dans le cadre des licences d'importation instaurées en 2016. L'entreprise d'électroménager de Tizi Ouzou (Eniem), qui emploie 1 700 travailleurs, semble être la première victime de cette procédure. Pour son P-DG, Djilali Mouazer, «tout est bloqué. Cela a contraint l'administration à avancer le congé annuel des travailleurs, avec le maintien juste d'un service minimum pour le service commercial et l'administration».

## Des décisions à la hussarde

Après la crise financière et économique, qui a contraint les trois derniers gouvernements (Sellal, Teboune et Ouyahia) à chercher à limiter les importations à la hussarde, s'est ajoutée la crise politique induite par le refus de la population du 5ème mandat sollicité par l'an-

cienn président, A. Bouteflika. Les effets de la crise financière, due à la grave contraction des revenus pétroliers, n'avaient commencé à être ressentis qu'en 2016, à la faveur des premières mesures prises dans le cadre de Loi de finances de l'année considérée. Cette dernière n'a pas connu de Loi de finances complémentaire. Ce fut une exception par rapport à la pratique adoptée par le gouvernement pendant toute la décennie qui a précédé la crise financière. Tous les ajustements souhaités par le gouvernement en matière de taxes, impôts et autres segments de dépense publique, ont été renvoyés et intégrés dans le corps du budget 2017. En 2018 et 2019, peu de changements ont affecté les taxes, mais le niveau de vie ne cessait de baisser suite au processus d'inflation, alimenté principalement par la dévaluation du dinar par rapport aux devises étrangères, principalement l'euro et le dollar, et par le financement non conventionnel, ou planche à billets.

Pendant tout ce temps, les partis politiques de l'opposition tentèrent de se refaire une nouvelle santé sur la base des orientations vers l'austérité faites par le gouvernement, en montant en épingle le fait que le ce dernier avait tardé à mettre en place une alternative viable aux ressources en hydrocarbures qui tarissent à vue d'œil. Bien avant la crise politique actuelle, certains n'avaient pas hésité à lier intimement la crise financière à la problématique de la légitimité des institutions élues. Autrement dit, ils ont posé le préalable du traitement politique de la crise. Solution supposée pouvoir ouvrir les perspectives du traitement de la crise économique et sociale. Mais, dans un tel embrouillamini, il n'est pas exagéré de parler d'une crise globale, celle d'un système bâti sur la logique de la rente, dans toutes les déclinaisons du terme. Cependant, il est vrai que le recul des recettes pétrolières met à nu toutes

les défaillances de ce système et en intensifie les tensions et les contradictions.

## Une classe politique amorphe

Hormis les jeux classiques, où les lissés sont parfois plus «parlantes» que la mécanique institutionnelle régulière, l'on ne pouvait parler correctement de classe politique tant celle-ci paraissait polymorphe, voire même parfois amorphe. Le nomadisme politique, y compris pour des députés au Parlement, nous renseigne, si besoin est, sur le peu d'estime dans laquelle est tenue la notion d'engagement politique. Ce phénomène a eu même des retentissements dans la nouvelle Constitution, adoptée en février 2016, puisqu'elle sanctionne le changement de parti par la perte du mandat parlementaire.

Il y a lieu de constater que les avatars de ce genre de comportement, devenu presque une culture bien ancrée, se retrouvent dans la quasi totalité des institutions. Il n'y a qu'à voir le blocage frappant de certaines APC depuis les élections locales de novembre 2017, blocages issus souvent de jeux politiques combinant, dans une mixture explosive, affairisme et tribalisme. Une année après le début de la crise des revenus pétroliers, une forme de «guéguerre», faite d'accusations réciproques a même fait son entrée au gouvernement et avait mis aux prises des membres d'un même cabinet gouvernemental. La cohésion de l'équipe gouvernementale n'était sans doute pas au niveau exigé par le challenge de dépassement de la crise financière et économique.

Dans le contexte d'aujourd'hui, l'Algérie, sans doute plus qu'aucun autre pays, sent le besoin de voir le prix du baril de pétrole remonter la pente. Certains analystes voient pourtant dans la crise du baril une forme de cure ou de thérapie, à même de pousser les Algériens sur les

pistes de la revalorisation de l'effort et du travail, en diversifiant les activités économiques dont les potentialités ne manquent pas dans notre pays. Néanmoins, un «sevrage» trop brusque, avec un baril trop bas, comporte aussi des risques de dérapages et de désordre pour une société et un appareil économiques mal préparés à imaginer des alternatives de rebond.

Les communes, que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, tente de mettre au cœur de la problématique du développement local - par une nouvelle vision managériale, un travail plus efficace pour un meilleur rendement fiscal, une approche plus pertinente de l'attractivité pour les investissements productifs - n'ont pas encore les moyens de leur politique. Des maires, juste avant leur fin de mandat, en novembre 2017, avaient commencé à courtiser l'électorat avec les vestiges de l'ancienne embellie financière, en raclant les fonds de caisses, avec les réflexes de tribalisme et de grégarisme politiques issus d'un patent sous-développement culturel. Dans une telle situation, l'administration centrale tend à confier plus de prérogatives au secrétaire général de la mairie, supposé incarner l'Etat et sa souveraineté.

## Que cessent les fumisteries !

Sur un autre plan, la conjoncture difficile de la remise en cause de plusieurs «acquis sociaux», a impérativement besoin d'une atmosphère de confiance entre gouvernants et gouvernés, comme il a également besoin d'une équité rigoureuse dans le partage de l'effort de redressement national. La crédibilité de l'Etat est à ce prix. Cette crédibilité exige aussi que les promesses du gouvernement soient tenues, ou, le cas échéant, voient leur report ou leur annulation expliqués et opérés dans des conditions de parfaite transparence. Ce qui n'a pas été le cas de certaines opérations - comme la bancarisation de l'argent liquide de l'informel, initiée en août 2015, et l'emprunt obligataire lancé par l'Etat en avril 2016 - par lesquelles le gouvernement avait tenté d'«ajuster» vainement son budget qui était amputé de plus de sa moitié suite à la chute des revenus pétroliers. On a essayé maladroitement d'entretenir le «mystère» autour du bilan de ces deux opérations, sans doute en raison de l'échec de la politique gouvernementale en la matière.

Sans que les autorités politiques et le gouvernement le reconnaissent expressément, la réduction du pouvoir d'achat, la montée de l'inflation, le retour du chômage, le difficile accès aux différents services publics, et d'autres facteurs qui remettent en cause un certain «statut social» permis par l'embellie financière des années précédentes, sont là. Il ne s'agit plus, pour le gouvernement, de chercher le degré de «légitimité» de la colère et de la contestation, mais d'essayer et de tout faire pour les contenir, qui plus est, dans un contexte de mouvement populaire qui s'est soulevé comme une lame de fond et qui dure depuis le 22 février 2019. Car au moment même où s'esquisse la perspective d'un dialogue politique, le gouvernement ne dispose d'aucune solution magique pour réajuster favorablement les indicateurs économiques et sociaux. On a même perdu cinq ans - depuis le début de la chute du baril sur les marchés mondiaux en juillet 2014 - sans qu'une nouvelle politique économique ne voie le jour, hormis une fumisterie ayant pour nom «nouveau modèle de croissance» lancée par Sellal, en juin 2016.



Commerce extérieur

# Déficit de 1,87 md dollars durant les cinq premiers mois de l'année

La balance commerciale de l'Algérie a connu un déficit de 1,87 milliard de dollars durant les cinq premiers mois de 2019, contre 2,60 au cours de la même période en 2018, a appris l'APS auprès de la direction générale des Douanes (DGD).



Les exportations algériennes ont avoisiné 16,73 milliards de dollars (mds usd) durant les cinq premiers mois de l'année en cours, contre 17,04 mds usd à la même période de 2018, soit une légère baisse de -1,86%, indiquent les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes (Depd).

Pour les importations, elles ont atteint 18,60 mds usd, contre 19,64 mds usd, en baisse de -5,32%.

Les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 90% durant les cinq mois 2019, contre 87% à la même période de comparaisons.

Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger au cours des cinq premiers mois de 2019 (93,36% du volume global des exportations) en s'établissant à 15,61 mds usd, contre 15,80 mds usd à la même période en 2018, enregistrant ainsi une baisse de (-1,20%).

Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec 1,11 md usd durant les cinq premiers mois de l'année en cours, ce qui représente 6,64% du volume global des exportations, contre près de 1,24 md usd à la même période en 2018, en baisse de -10,25%, précisent les données de la Depd.

Les exportations hors hydrocarbures étaient composées essentiellement des demi-produits avec 817,1 millions usd (contre 961,1 millions usd en 2018) en baisse de 14,98%, des biens alimentaires avec 192,73 millions usd (contre 173,54 millions usd) en hausse de 11,06%, des biens d'équipements industriels avec près de 41,4 millions usd (contre 44,54 millions usd), soit une baisse de 7,12%.

Elles comprennent aussi des produits bruts avec 44,05 millions usd, contre 43,65 millions (+0,93%) et des biens de consommation non alimentaires, avec 15,78 millions usd, contre 15,22 millions usd, en hausse également de 3,63% par rapport à la même période de comparaison.

## Recul des importations de cinq groupes de produits

Pour ce qui est des importations, cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations ont reculé durant les cinq premiers mois de 2019, en comparaison avec la même période de l'année dernière.

En effet, la facture d'importation du groupe énergie et lubrifiants (carburants) a chuté de près de 60%, en s'établissant à 244,8 millions usd, contre 607,5 millions usd.

Les biens alimentaires, dont les importations se sont chiffrées à près de 3,54 md usd, contre 3,95 mds usd, ont baissé de 10,52%, selon les Douanes.

Même tendance a été enregistrée chez les biens d'équipements agricoles qui ont totalisé 210,32 millions usd, contre 241,44 millions usd (-12,9%).

Pour leur part, les importations des biens de consommation non alimentaires ont totalisé 2,66 mds usd contre 2,76 mds usd, également en baisse de (-3,52%).

Même tendance a été enregistrée concernant les achats de l'Algérie de l'étranger des biens d'équipements industriels, qui ont atteint 6,37 mds usd, contre 6,59 mds (-3,36%).

En revanche, deux groupes de produits de la structure des importations ont connu des hausses durant la période de comparaison.

Ainsi, les produits brut ont atteint 872,33 millions usd, contre 841,45 millions usd (+3,67%) et enfin les demi-produits ont totalisé 4,70 mds usd, contre 4,65 mds usd, enregistrant également une légère hausse de (+1,12%).

## L'Italie, 1<sup>er</sup> client de l'Algérie et la Chine son 1<sup>er</sup> fournisseur

Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, les cinq premiers clients du pays ont représenté plus de 55% des exportations algériennes de janvier à mai 2019.

A ce titre, l'Italie maintient sa place de principal client avec 2,68 mds usd soit (plus de 16% des exportations algériennes globales) suivie de la France avec 2,17 md usd (13,02%), l'Espagne avec deux (2) md usd près de (12%), les Etats-Unis avec 1,41 md usd (8,41%) et la Turquie avec 1 md usd (6,04%).

En ce qui concerne les principaux fournisseurs de l'Algérie, les cinq premiers ont représenté près de 51%.

Les cinq principaux fournisseurs de l'Algérie sont: la Chine qui maintient toujours sa première place avec 3,50 mds usd (18,8% des importations globales algériennes), suivie de la France avec près de 1,85 md usd (9,94%), de l'Espagne avec 1,41 md usd (7,57%), de l'Allemagne avec 1,37 millions usd (7,37%) et l'Italie avec 1,34 md usd (7,21%).

Reda A.

## Participation de 600 exposants issus de différents pays L'Algérie participe au Salon russe de l'industrie

■ L'Algérie participera au Salon international de l'Industrie Innoprom qui se tiendra du 8 au 11 juillet courant à la ville de Katerinbourg en Russie, a indiqué dimanche, le ministère de l'Industrie et des Mines dans un communiqué.

A cet effet, la ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt, s'est rendue dimanche en Russie à l'invitation de son homologue russe, Denis Manturov, pour prendre part à cet événement.

Cette visite «s'inscrit dans le cadre de la coopération algéro-russe dans les domaines de l'industrie et des mines», a précisé le communiqué, ajoutant qu'il s'agit de la deuxième participation de l'Algérie à ce salon consacré à l'industrie et les mines.

Le salon, organisé chaque année dans la capitale de l'Oural, depuis 2010, sous forme de conférences, débats, séminaires et ateliers, connaît une «forte croissance» et s'apprête à accueillir cette année plus de 600 exposants issus de différents pays.

La ministre sera accompagnée d'une délégation composée de cadres du ministère et de responsables d'entreprises, a précisé le communiqué.

Au cours de son séjour en Russie, la ministre aura des audiences avec son vis-à-vis russe durant lesquelles sera abordée la coopération bilatérale dans les domaines de l'industrie et des mines.

La ministre s'entretiendra également avec les responsables de la grande société russe Rosgeologia, activant notamment dans le domaine minier et visitera le site des usines de production de la société Trubprom, a fait savoir le communiqué.

K. L.

Prix du pétrole

## Le Brent à plus de 64 dollars

Les prix du pétrole remontaient hier, après leurs pertes de la semaine dernière et alors qu'ils sont soumis à des facteurs contraires.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 64,55 dollars à Londres, en hausse de 0,51% par rapport à la clôture de mardi. La semaine dernière, il avait perdu 3,5%.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août gagnait 0,33%, à 57,70 dollars, après avoir lâché 1,6% la

semaine dernière.

«Le marché du pétrole est en panne et ne sait pas quel chemin emprunter» alors qu'il est coincé entre deux tendances qui s'opposent, a commenté Stephen Brennock, analyste pour PVM.

«Les prix du pétrole ont baissé la semaine dernière alors que les investisseurs restent pessimistes du fait des inquiétudes sur la croissance mondiale et de la production robuste des Etats-Unis», a ainsi rappelé Benjamin Lu, analyste pour Phillip Futures.

Mercredi dernier, l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) avait en outre fait état, dans ses données hebdomadaires, d'une baisse des stocks américains moins importante que prévu. Mais avec l'accord de l'Opep, «les graines ont été semées pour une diminution des stocks mondiaux dans les prochaines semaines», a souligné M. Brennock, même si l'extension a pu, dans un premier temps, être jugée insuffisante par certains analystes pour équilibrer les prix.

G. K.



Sommet de l'Union africaine

# Lancement opérationnel de la ZLECAf

La Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) a été lancée dimanche à Niamey dans sa phase opérationnelle à l'occasion de la tenue du 12<sup>ème</sup> Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) pour assurer l'approfondissement de l'intégration africaine et garantir la paix et la prospérité.



L'Algérie, par la voix de son Premier ministre, Nouredine Bedoui, représentant le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah à ce sommet extraordinaire, a annoncé sa décision de procéder à la ratification de l'accord relatif à la Zlecaf et que l'instrument y afférent sera déposé prochainement auprès du président de la Commission de l'UA.

M. Bedoui, était accompagné du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum ainsi que du ministre du Commerce, Saïd Djellab. Il avait été reçu à son arrivée à Niamey par le Premier nigérien, Brigi Rafin.

Il s'était également entretenu avec le président du Niger, Mohamadou Issoufou.

Le Premier ministre a relevé que l'Algérie «poursuivra son engagement, comme par le passé, et avec la même énergie, dans les négociations en cours et à venir, en faveur du parachèvement de l'ensemble de l'édifice institutionnel africain et de l'approfondissement de l'intégration africaine, avec le même esprit de solidarité et de défense des intérêts de l'Afrique».

Il a ajouté qu'avec l'entrée en vigueur de la Zlecaf, «nos pays réalisent l'une des aspira-

tions majeures de l'agenda 2063 qui vise à faire de l'Afrique un continent émergent et un acteur influent et efficace dans les échanges économiques et commerciaux mondiaux».

Pour le président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, la Zlecaf servira à consolider la paix et à assurer la prospérité, relevant que c'est un «projet emblématique et une inestimable réalisation».

Il avait indiqué que 54 pays (sur 55 membres de l'UA) ont signé l'accord de la Zlecaf et 27 ratifications ont été enregistrées, affirmant que la croissance économique du continent devra «être plus rapide vu son remarquable potentiel».

Pour lui, elle va favoriser l'échange, l'émancipation de la femme et la prospérité, notamment pour la jeunesse, ajoutant que son entrée dans sa phase opérationnelle permettra la réalisation des infrastructures pour l'interconnectivité des territoires.

De son côté, le commissaire à la paix et la sécurité de l'UA, Smaïl Chergui, a indiqué que la Zlecaf apportera une «très grande contribution à la paix et à la stabilité de l'Afrique», ajoutant qu'elle permettra aux échanges de se multiplier.

«Son impact économique et social sera évident donc, nous aurons énormément de gains en matière d'emploi et de mobilité de main-d'oeuvre», a-t-il dit, relevant qu'il y a une détermination politique des Etats membres pour donner un souffle à cette intégration africaine.

La Zlecaf est entrée en vigueur le 30 mai dernier, dans l'objectif de constituer un marché unique pour les biens et services au niveau du continent, basé sur la libre-circulation des activités et des investissements.

Très attendue, cet espace constitue un marché de 1,2 milliard de personnes et créera un marché de 3 000 milliards de dollars, sans aucun droit de douane ni restriction à la frontière, selon les données fournies pas ses concepteurs.

Elle vise à stimuler le commerce intra-africain en offrant un Accord commercial global et mutuellement bénéfique entre les Etats membres, couvrant le commerce des biens et des services, les investissements, les droits de propriété intellectuelle et la politique en matière de concurrence.

La zone supprimera progressivement

les droits de douane et fera baisser les barrières non tarifaires. Elle aidera à améliorer les infrastructures de qualité déployable et les postes frontaliers inefficaces.

Elle facilitera aussi la circulation des marchandises, des ressources humaines ainsi que des fonds au sein de la région, et stimulera la croissance commerciale en reliant les économies fragmentées du continent dans un marché intégré de plus d'un milliard de clients potentiels.

L'idée de la création la Zlecaf avait été déclinée dans le Traité d'Abudja en 1991, qui dispose que les Etats africains doivent renforcer leurs Communautés économiques régionales (CER) en intégrant et en coordonnant leurs politiques commerciales.

H. T.

M'sila

## 15 projets d'investissement annulés

■ Quinze projets d'investissement ont été annulés dimanche et 194 mises en demeure adressées aux bénéficiaires de projets dans la wilaya de M'sila en raison du non-respect des délais de lancement des travaux, a indiqué la cellule de communication de wilaya. Ces actions ont été motivées par «le non-respect du cahier des charges» et «le retard dans le lancement des travaux fixés dans le cahier à six mois», a-t-on précisé.

La commission de suivi et d'évaluation des projets d'investissement dans la wilaya poursuit sa mission de contrôle des projets d'investissement validés et pour lesquels des assiettes de terrains ont été attribuées, a-t-on ajouté.

Les investisseurs ont failli à leurs engagements envers les autorités, notamment l'entame des travaux de réalisation dans les délais contractuels, a-t-on expliqué, notant que des mesures devaient être prises.

Pas moins de 194 mises en demeure ont été adressées aux bénéficiaires de projets d'investissements dans la wilaya de M'sila les sommant d'activer leur projets, a signalé la cellule de communication.

H. K.

Personnes à la recherche d'un emploi

## La formation, un avantage «indéniable»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tidjani Heddami Hassan, a mis l'accent, dimanche à Aïn Defla, sur l'importance pour tout postulant à l'emploi d'avoir une formation dans le créneau d'activité recherché, qualifiant cet état de fait d'avantage «indéniable» dans la démarche consistant à trouver un emploi.

«La formation constitue incontestablement un avantage pour tout postulant à l'emploi, car plus celui-ci en est doté, plus il a de chance de trouver un emploi à l'avenir», a affirmé Tidjani Heddami Hassan qui inspectait l'antenne de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) de Aïn Defla dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya.

Le ministre a, à ce propos, invité les responsables locaux de l'Anem à recourir de manière «optimale» aux moyens de communi-

cation, y compris les réseaux sociaux, observant, toutefois, que l'accent doit être mis sur les radios locales pour pouvoir véhiculer leurs messages.

«A la faveur du travail de proximité qu'elles effectuent et, surtout, grâce à leur connaissances des spécificités de la région qu'elles couvrent, les radios locales jouent assurément un rôle de premier plan dans cette démarche, visant à inciter tout postulant au travail à acquérir une formation poussée en vue d'acquérir le savoir-faire nécessaire et mettre tous les atouts de son côté».

Soutenant que l'Anem joue un rôle d'«intermédiaire» entre l'offre et la demande en matière d'emploi, le ministre a noté l'importance pour tous les acteurs impliqués dans l'équation de l'emploi de comprendre «une bonne fois pour toutes que c'est le secteur écono-

mique qui, à lui seul, est à même de faire reculer le chômage».

«Il est clair que la création d'emplois permet d'avoir moins de déficits sociaux et plus de recettes publiques, mais il ne faut pas s'attendre à ce que l'administration publique fasse reculer le chômage, une mission qui incombe exclusivement au secteur économique», a-t-il insisté.

S'adressant au personnel de l'agence, il a noté l'importance de l'accueil des demandeurs d'emploi et de leur écoute, appelant à l'ouverture des canaux de communication pour une plus grande efficacité du travail accompli.

«La personne qui n'a pas d'emploi est en plein désarroi, car vivant des difficultés incommensurables, il vous appartient justement de la soutenir et de l'accompagner», a-t-il insisté.

Evocant les grèves lancées

récemment dans nombre d'agences de l'Anem à travers le pays, le ministre a fait part de sa compréhension quant au fait que les travailleurs aspirent à l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles, leur demandant de faire l'effort consistant à «s'adapter à la situation actuelle du pays et de favoriser le dialogue constructif». Qualifiant le secteur de l'emploi d'«éminemment social» car «effectuant un travail d'utilité publique», Tidjani Heddami Hassan a soutenu que les ressources humaines constituaient le «trésor» de son département au regard du rôle qu'elles accomplissent.

Au niveau du siège de l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), le ministre a notamment mis l'accent sur le nécessaire accompagnement des universitaires pour se lancer dans l'entre-

prenariat et concrétiser leur projet.

«L'entrepreneuriat est la solution au problème de l'emploi et il est plus qu'important d'encourager les maisons de l'entrepreneuriat et d'accompagner les jeunes universitaires porteurs de projets», a-t-il dit en substance.

Tidjani Heddami Hassan a mis à profit sa visite à Aïn Defla pour se rendre à un certain nombre d'unités privées, mettant l'accent sur la nécessité de préserver les droits des travailleurs et protéger ces derniers des maladies professionnelles.

A la fin de sa visite, le ministre a présidé une séance de travail avec les cadres de son secteur, réitérant son appel à la bonne prise en charge, notamment des personnes vulnérables à l'image des retraités et des personnes aux besoins spécifiques.

T. L.

Boumerdès

# Recensement de 90 sites et monuments historiques

**La wilaya de Boumerdès recèle pas moins de 90 sites et monuments historiques relatifs à la Révolution nationale (1954/1962), dont une majorité nécessite une action de restauration et valorisation, de manière à préserver la mémoire nationale, a-t-on appris, dimanche, de la directrice des moudjahidines.**



**L**a direction des moudjahidines, en collaboration avec les communes de la wilaya, ont procédé, ces dernières années, au classement de 90 sites et monuments historiques au titre de la liste des biens culturels et historiques de la wilaya relatifs à la guerre de Libération nationale, a indiqué, à l'APS, Bouterfa Habiba.

Elle a déploré la dégradation extrême d'un grand nombre de ces sites et monuments à cause du facteur temps et du séisme du 21 mai 2003, mais aussi du facteur humain, du fait de la transformation d'un nombre d'entre eux en habitations, au moment où d'autres monuments demeurent à ce jour des témoins vivants de cette période de l'histoire de l'Algérie contemporaine, a-t-elle expliqué.

Il s'agit notamment, a-t-elle dit, de 42 centres de torture, 39 camps de concentration, sept hôpitaux de campagne, deux prisons coloniales, et nombre de tours de contrôle et de lieux d'importance.

La responsable a fait part, au titre des efforts de préservation de la mémoire nationale, à l'échelle locale, d'une action visant la récupération progressive de ces monuments, en vue de leur restauration et réhabilitation, puis l'introduction de dossiers auprès du ministère de tutelle, pour leur classement.

«Une cartographie des sites histo-

riques de la région remontant à l'époque coloniale a été réalisée, à ce titre en 2010, avec l'assistance d'un bureau d'études spécialisé», a-t-elle fait savoir.

Le centre de tortures El Khezna, des hauteurs de la localité de Sidi Daoud (à l'est de Boumerdès) a été cité par Mme. Bouterfa, parmi ces monuments historiques d'importance, ayant bénéficié dernièrement, a-t-elle déclaré, «d'une action de restauration, avant son classement dans la liste des sites historiques et culturels de la wilaya». En l'occurrence, il s'agit, a-t-elle expliqué, d'un ancien réservoir d'eau de forme ronde, d'environ 1,5 m de hauteur et d'un diamètre de 5 mètres, transformé par l'armée coloniale, en une geôle, où étaient entassées près de 70 personnes, parallèlement à la réalisation d'une caserne militaire mitoyenne au site, au niveau de laquelle les militaires français suppliciaient et torturaient les moudjahidines algériens.

La même responsable a signalé d'autres actions en cours en vue de la transformation du tristement célèbre camp de tortures du colonialisme français Chaouch Goutier de la commune de Souk El Heda (à l'ouest du chef-lieu de Boumerdès), en un monument historique, après le logement de la trentaine de familles squattant actuellement le site.

Mme. Bouterfa, qui a déploré la «non-

classification du site à cause de son occupation par ces familles», a fait part de la programmation d'une étude détaillée de ce monument historique, dès le logement de ses occupants, dans l'objectif d'une restauration, puis classification, est-il escompté.

A noter la présence, encore, de certains vestiges de ce camps de tortures, représentés par de minuscules geôles en béton, initialement des caves destinées à la conservation et production du vin, demeurées debout à ce jour, pour témoigner des atrocités commises par l'armée coloniale française contre les Algériens.

Ce centre de tortures mitoyen à la RN5 reliant l'est et le centre du pays, fut, selon les témoignages de moudjahidine de la région ayant survécu à cette période douloureuse de l'histoire de l'Algérie, créé en 1956. Il s'étend sur une surface de 5 000 m<sup>2</sup>, et doté d'une capacité d'accueil de 200 détenus. Toujours au titre des festivités commémoratives du 57<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance, à Boumerdès, cette semaine verra l'inauguration de la grotte historique, dite Magharate Baghla (ou grotte Baghla) dans la commune des Issers (à l'est de la wilaya). Un site historique connu pour être la sépulture de 22 chahid, ayant bénéficié d'une opération de restauration.

K. L.

Skikda

## Ouverture de l'Université d'été des cadres de la jeunesse et des sports

■ Les cadres de la jeunesse et des sports de 30 wilayas du pays participent à l'Université d'été des cadres du secteur ouverte dimanche à Skikda pour se poursuivre jusqu'au 11 juillet.

La cérémonie d'ouverture de cette université, initiée par l'Association nationale des cadres de la jeunesse et des sports avec le concours de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de Skikda, s'est déroulée au siège de l'APW avec la participation de 60 cadres du secteur, a indiqué Mohamed Hamdi, président de l'association organisatrice.

Placée sous le slogan « La jeunesse et le sport au service de l'Algérie », l'Université d'été 2019, la deuxième après celle tenue en 2017 à Oran, intervient en cette conjoncture de la mobilisation populaire « hirak » pour «contribuer à ses aspirations pour une Algérie nouvelle», selon la même source.

«La rencontre aspire à dresser un état des lieux du secteur de la jeunesse et des sports, depuis l'indépendance à ce jour, et à concevoir pour le ministère de la Jeunesse et des Sports, pour la décennie 2020/2030, une feuille de route qui serve l'intérêt et les aspirations de la jeunesse», a-t-il ajouté.

Tenus au centre des loisirs scientifiques, les travaux des matinées de l'université d'été seront consacrés aux communications et ceux des après-midis aux ateliers, selon le même cadre.

Les cadres participants à la rencontre appartiennent à toutes les générations des travailleurs du secteur et présentent des expériences professionnelles allant d'une année à 38 ans de service «pour éviter la rupture entre générations», est-il indiqué.

K. L.

## Gendarmerie d'Alger Arrestation de plus de 250 individus

■ Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger ont procédé, durant le mois de juin, à l'arrestation de plus de 250 personnes impliquées dans diverses affaires criminelles et à la saisie de 38 kg de kif traité, a indiqué dimanche un communiqué de la cellule de communication du groupement territorial de Gendarmerie national d'Alger.

«Agissant sur renseignements, les éléments de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger ont effectué plusieurs descentes au niveau des repaires fréquentés par les délinquants et les repris de justice, ayant permis le démantèlement de plusieurs réseaux criminels et l'arrestation de 256 personnes impliquées dans diverses affaires criminelles», a précisé la même source.

Dans ce cadre, les unités territoriales relevant du groupement ont procédé, au démantèlement de plusieurs réseaux de trafic de drogues, de psychotropes et de stupéfiants ce qui a permis d'arrêter 42 personnes et de saisir 38 kg de kif traité. Aussi, 498 comprimés de psychotropes ont été saisis avec l'arrestation de 13 individus.

Pour ce qui est de la lutte contre la criminalité, le communiqué a fait état de l'arrestation de 93 personnes dont trois femmes pour «coups et blessures volontaires par arme blanche», et «port d'armes blanches prohibées». 209 autres affaires de vol et d'agression ont été traitées, ce qui a permis l'arrestation de 72 personnes, placées en détention après avoir été déférées devant les autorités compétentes. Un seul cas d'homicide a été enregistré dont l'auteur a été interpellé et placé en prison.

K. Y.

Hadj 2019

# Le premier vol des pèlerins du Sud-Est, prévu le 17 juillet de Ouargla

**L**e premier contingent des pèlerins issus des wilayas du sud-est du pays embarquera le 17 juillet courant de l'aéroport Aïn El Beida de Ouargla vers les Lieux Saints de l'Islam (Arabie Saoudite), a-t-on appris dimanche de la délégation Sud-Est de la compagnie nationale Air Algérie.

Dix vols sont programmés pour le transport de 3 000 pèlerins des wilayas du Sud-Est (Ouargla, Ghardaïa, El Oued, Illizi et

Tamanrasset), à raison de 300 passagers par vol, a indiqué à l'APS, le directeur régional d'Air Algérie, Mohamed Tewfik Bounoua. Ils sont répartis équitablement entre le transporteur national (5 vols à bord d'appareils Airbus) et la compagnie aérienne saoudienne (5 vols), sur la période allant du 17 juillet au 2 août prochains, sachant que six vols rallieront l'aéroport de Médine et les quatre autres celui de Djeddah, a-t-il ajouté.

Les vols du retour auront lieu entre le 17 août et le 4 septembre prochains.

Pour cette saison du Hadj (2019), deux agences de voyages ont été agréées pour assurer la prise en charge de pèlerins, a fait savoir M. Bounoua.

Il a signalé que les retraits des passeports et des visas du Hadj s'effectuent au niveau de la direction de la réglementation et des affaires générales (Drag), après inscription

électronique préliminaire sur le site de l'Office national du Hadj et de la Omra, tandis que l'achat des billets s'effectue via les agences locales de la Banque d'Algérie.

Toutes les dispositions sont prises pour assurer le bon encadrement et déroulement de l'opération du Hadj et réunir les conditions de confort des pèlerins, assure le même responsable.

H. L.



Ain El Hammam à Tizi-Ouzou

# Travaux de démolition d'immeubles menacés par un glissement de terrain



**Les travaux de démolition des deux immeubles menacés par un glissement de terrain dans la ville de Ain El Hammam (50 kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou) seront lancés cette semaine, a annoncé dimanche à l'APS le wali Mahmoud Djamaa.**

**R**assurant la population locale que ce problème a été pris en charge, M. Djamaa a indiqué qu'une entreprise a été choisie pour entamer les travaux de démolition des deux immeubles sis sur le boulevard Colonel Amirouche, qui représentent une menace pour les citoyens de cette localité.

"Nous avons instruit le Secrétaire général de wilaya et le directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, d'installer cette entreprise au courant de cette semaine afin qu'elle puisse engager aussitôt le chan-

tier de démolition", a-t-il ajouté.

S'agissant de la première entreprise qui était réquisitionnée pour prendre en charge ce glissement de terrain, le wali a souligné qu'il s'agissait de l'Entreprise nationale d'intervention et de rénovation (ENIR), qui a été choisie en juin dernier. "La réquisition et la convention pour l'entame de travaux de démolition ont été signées mais malheureusement l'ENIR s'est

désisté suite à des problèmes internes à cette entreprise", a-t-il expliqué.

Le président de l'Assemblée populaire communale de Ain El Hammam, Ould Taleb Lyazid, a signé plusieurs arrêtés en prévision du lancement des travaux de démolition, dont celui portant "déplacements temporaire de l'arrêt des fourgons Ath Menguellet", "la fermeture temporaire à la circulation sur ce le boulevard Colonel Amirouche" et "une interdiction d'occupation pour habitation et à toute autre utilisation des deux bâtiments

déstabilisés par le glissement".

M. Djamaa a rassuré par la même occasion que le glissement de terrain qui touche la ville de Azazga (30 km à l'est de Tizi-Ouzou) sera également pris en charge.

Le glissement de terrain de Ain El Hammam, dont les premiers signes ont été constatés en 1967, a connue une réactivation en 2009 avec une évolution continue. Il touche une superficie de plus de 23,5 ha et affecte une pente fortement urbanisée, selon une étude réalisée par deux spécialistes, Lynda Djerbal de l'université de Bab Ezzouar (Alger) et Bachir Melbouci de l'université de Tizi-Ouzou.

Le site affecté subit une intense érosion superficielle dû essentiellement au ruissellement des eaux de pluies et la surcharge du site par des constructions, selon la recherche consacrée à la caractérisation du glissement de terrain de Ain El Hammam.

L. Y.

Tlemcen

## Affectation de 6.500 logements de différents programmes

**L**es clés et affectations de 6.503 logements tous programmes confondus ont été attribués samedi à Tlemcen à l'occasion du 57e anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse, en présence du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Il s'agit de 6.029 logements publics locatifs (LPL), 160 logements sociaux participatifs (LSP), 156 logements location/vente, 10 logements publics promotionnels (LPP) et 148 aides à l'habitat rural.

En marge de la cérémonie de distribution des logements, le ministre a souligné que «l'Etat s'efforce de résoudre tous les problèmes du logement progressivement et les citoyens doivent patienter».

Pour sa part, le wali de Tlemcen, Ali Benyaïche, a affirmé, lors de cette cérémonie, que les bénéficiaires d'affectations de logements, toutes formules confondues, recevront leurs clés avant la fin de l'année en cours.

A noter l'attribution de 25.040 logements de différentes formules depuis début 2018 et ce jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année en cours dans la wilaya de

Tlemcen. Il est prévu la réalisation et l'attribution d'autres quotas d'habitat jusqu'à 2022, a-t-on indiqué.

Le wali de Tlemcen a indiqué que lors des derniers quinquennats, il a été enregistré 121.828 logements de différentes formules contribuant à atténuer le problème de l'habitat dans la wilaya, signalant que ceci a mené à une baisse sensible de la moyenne d'occupation du logement de 7

personnes par logement durant les dernières années à 4 seulement en 2018.

L'occasion a été mise à profit pour honorer des moudjahidine, des invalides de la guerre de libération nationale et des éléments de la garde communale. Des chants patriotiques ont été interprétés en cette occasion par l'orchestre Mohamed Belkhouja.

R. G.

Oum El Bouaghi

## Dotation de 90 écoles primaires de réservoirs de gaz propane

■ Un projet portant la dotation de 90 écoles primaires, à travers 29 communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi de réservoir de gaz propane a été lancé récemment, a-t-on appris dimanche du directeur local de l'énergie, Adnane Reda Amir.

Supervisée par le district de gaz de pétrole liquéfié (GPL) d'Oum El Bouaghi (Naftal), cette opération, financée sur budget de wilaya, a ciblé des établissements scolaires des régions enclavées et éloignées du réseau de distribution du gaz naturel, a précisé à l'APS le même responsable.

Chacune de ces écoles bénéficiera d'un réservoir de gaz propa-

ne d'une capacité de 1.750 kg, a ajouté la même source, soulignant que ces équipements gaziers sont destinés également à l'alimentation des centres de santé implantés à proximité de ces structures d'enseignement éducatif. Les actions de dotation des écoles en cuves de propane pour l'ensemble des écoles programmées dans le cadre de cette opération, seront achevées, «avant la saison d'hiver prochaine conformément aux objectifs tracés, dans le but d'assurer l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves», a-t-on souligné des services de ce secteur.

H. B.

Laghouat

## Le barrage de Seklafa sera inauguré à la fin de l'année

■ Le barrage de Seklafa, localisé dans la commune d'Oued-M'zi (Laghouat), sera inauguré à la fin de cette année, a annoncé dimanche à Laghouat le ministre des Ressources en Eau, Ali Hamam.

«Le remplissage du bassin du barrage s'effectuera à la mi-septembre prochain et la structure sera inaugurée à la fin de l'année 2019», a précisé le ministre, lors de la seconde journée de sa visite de travail dans la wilaya, ajoutant que de «légers travaux restent à finaliser».

La réception de cet important ouvrage hydraulique, dont la hauteur a été augmentée de 1,5 mètre pour accroître sa capacité de stockage de 6,7 millions m<sup>3</sup> supplémentaires, sera suivie du lancement d'autres opérations afférentes, dont l'approvisionnement de certaines communes en eau potable.

Le ministre a, sur site, suivi un exposé sur ce barrage, dont les travaux de réalisation, d'un montant de 10 milliards DA, ont atteint un taux d'avancement de 97%, pour offrir une capacité de stockage globale de plus de 48 millions M<sup>3</sup>, selon sa fiche technique.

M. Hamam a fait savoir, en outre, que les besoins de la wilaya en eau potable, l'amélioration des prestations, en forages et châteaux d'eau, notamment pour la commune du chef lieu de la wilaya, ont été identifiés et seront examinés au cas par cas pour une meilleure prise en charge de ces installations.

Le ministre a, dans le même contexte, appelé au paiement des factures de consommation de l'eau, soulignant que le montant des créances de l'entreprise l'Algérienne des eaux (ADE) sont estimées à sept (7) milliards DA détenues auprès de ses clients, et autant d'autres auprès de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

M. Hamam a, par la même occasion, fait état d'un plan dévasement des barrages, amorcé au niveau des ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable, avant de toucher les autres barrages.

Auparavant, le ministre a procédé à l'inauguration, au quartier Mahafir à Laghouat, d'un réservoir d'eau de 1.500 m<sup>3</sup>, avant d'inspecter le projet d'une station d'épuration des eaux usées dans la commune d'Aflou, dont les travaux, actuellement à l'arrêt, sont à un stade d'avancement de 80%.

Il a mis l'accent sur la désignation, dans de brefs délais, d'une autre entreprise pour la finalisation des travaux.

Le ministre des Ressources en eau s'est enquis, au terme de sa visite de travail, du barrage inféro-flux de la commune de Tadjemout, susceptible d'irriguer près de 850 hectares de terres agricoles limitrophes, et qui devra bénéficier d'une opération de réhabilitation pour près de 500 millions DA.

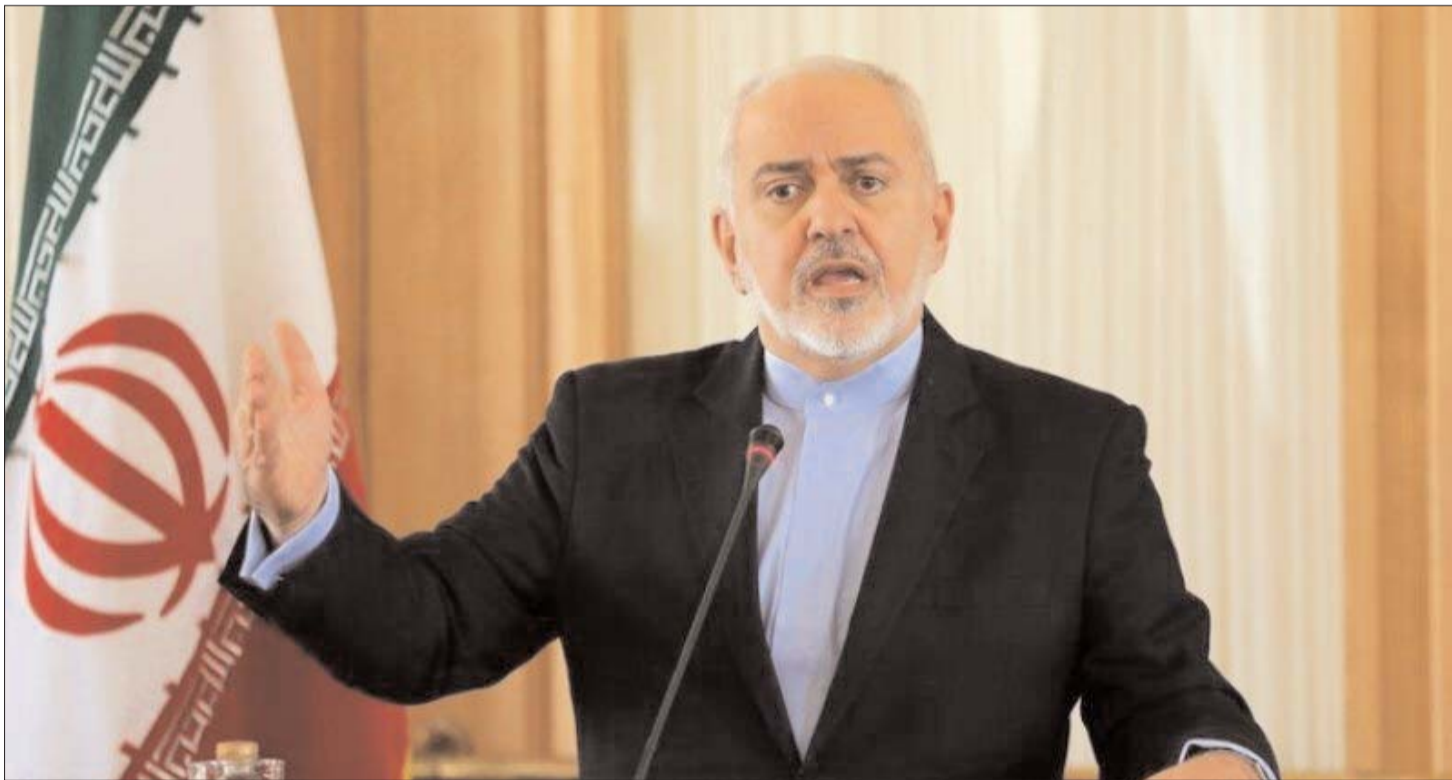
T. M.



Nucléaire

# Les nouvelles mesures de l'Iran sont «réversibles»

**Le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, a déclaré que toutes les nouvelles mesures de l'Iran «restent réversibles» si les trois pays européens, signataires du Plan global d'action commun sur le nucléaire iranien (PGAC) à savoir, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, montrent que leurs engagements envers l'Iran, liées à l'Accord de Vienne de 2015, ne s'expriment pas par des discours, mais aussi par des actions concrètes.**



**L**e ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, s'exprimant dans un message posté sur sa page Twitter, «s'attarde sur la deuxième étape du plan de la réduction des engagements de l'Iran, lancé hier, au titre de l'article 36 du Pgac, pour dire que l'Iran se réserve le droit de continuer à prendre des mesures légales dans le cadre de l'Accord nucléaire, pour

compenser l'impact des sanctions américaines et protéger ses intérêts face aux terrorisme économique US».

«Il revient à la troïka (France, Allemagne, Grande-Bretagne), et à l'Union européenne d'au moins soutenir, après avoir manqué à leur engagements, dont ceux tenus après le retrait américain, les mesures compensatoires de l'Iran, prises conformément au paragraphe 36 du Pgac, à

l'agence internationale de l'Energie atomique (Aiea)», a insisté Zarif.

M. Zarif a finalement insisté sur le fait que «la troïka européenne n'a aucun prétexte pour s'abstenir de prendre une position politique décisive pour préserver le Pgac face à l'unilatéralisme américain».

L'Iran vient d'annoncer avoir dépassé le taux d'enrichissement de l'uranium, établi par le Pgac à 3,67%. C'est au terme

d'un délai de 60 jours donné à l'Europe et en réponse au refus européen de contrer les sanctions américaines que l'Iran annonce cette décision.

Cette nouvelle réduction des engagements de l'Iran au titre du Plan global d'action commun a été annoncée lors d'une conférence de presse conjointe du vice-ministre des Affaires étrangères pour les affaires politiques, Abbas Araçchi, du porte-parole du gouvernement, Ali Rabiei, et du porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (Oiea), Behrouz Kamalvandi, le dimanche 7 juillet à Téhéran.

«Il s'agit d'une mesure parfaitement légale suivant les termes mêmes de l'accord de Vienne qui autorise l'Iran à réduire ses engagements en cas de non-respect des autres signataires de leurs engagements et en vertu des articles 26 et 36», a-t-on souligné. **R. H.**

Selon le commandant en chef de l'armée iranienne

## L'Iran ne cherche la guerre avec aucun pays

Le commandant en chef de l'armée iranienne, Abdolrahim Mousavi, a déclaré hier, que la République islamique d'Iran «ne cherche la guerre avec aucun pays, mais elle a très bien appris la défense».

Selon le général-major iranien, cité par l'Agence Irna, «les ennemis cherchent à saper l'une des plus importantes idéales et valeur fondamentale de la révolution islamique» qui est, selon lui, «l'idéal de la

confiance en soi et la conviction en nous pouvons».

«Comme il a été annoncé publiquement à plusieurs reprises, l'Iran ne cherche pas la guerre avec aucun pays, mais il a très bien appris la défense», a souligné le commandant en chef de l'armée iranienne se félicitant de dire que «dans le domaine de la défense, l'Iran a réalisé de grandes réalisations et de nombreux succès, d'une manière qui rend ses capacités uniques dans son histoire». **G. K.**

Violations israéliennes dans le Golan occupé

## Le Conseil des droits de l'Homme interpellé

**L**a Syrie a appelé hier, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à enquêter sur les violations de l'occupation israélienne dans le Golan syrien occupé et à tenir les dirigeants israéliens pour responsable de ses crimes, a rapporté l'agence Sana.

Intervenant lors d'une session consacrée à la situation des droits de l'homme, le Représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU et d'autres organisations internationales à Genève, l'ambassadeur Hussam

Eddin Ala, a appelé le Conseil à enquêter sur les violations de l'occupation israélienne dans le Golan syrien occupé, a indiqué l'agence syrienne.

Réitérant le droit souverain de la Syrie de récupérer l'ensemble du Golan occupé par Israël jusqu'à la quatrième ligne de Juin 1967, le diplomate syrien s'est félicité des discussions du Conseil sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les autorités d'occupation israéliennes en Palestine et dans

le Golan syrien occupé.

Il a souligné, à cette occasion, la gravité des violations des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés.

«La Syrie rejette les tentatives des autorités d'occupation de perpétuer l'occupation du Golan et condamne la déclaration illégitime de l'administration américaine sur le Golan occupé visant à se soustraire de ses obligations découlant de la résolution 497 du Conseil de sécurité des Nations unies», a poursuivi le diplomate syrien.

«Les violations persistantes de l'occupation israélienne de la Charte des Nations unies, du droit international humanitaire et des droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels du peuple mécanisme de notre peuple dans le Golan syrien occupé relèvent de la responsabilité du Conseil des droits de l'homme et de ses mécanismes spéciaux d'enquêter sur actes et de tenir l'entité occupante pour responsable de ses crimes et de son agression», a souligné, en outre, M. Ala. **R. D.**

## Restrictions israéliennes sur le sport Des athlètes palestiniens manifestent à Ghaza

Des dizaines d'athlètes palestiniens ont manifesté, dimanche à Ghaza, pour protester contre les restrictions imposées par l'occupant israélien sur le sport palestinien.

Les manifestants se sont rassemblés en face du siège de l'ONU situé dans l'ouest de la ville de Ghaza, et ont brandi des banderoles dénonçant le blocus imposé par Israël au sport et aux athlètes palestiniens.

«Cette manifestation est un message au monde entier, qui visait à montrer que le sport palestinien continue à remplir sa mission en dépit des mesures israéliennes arbitraires», a déclaré Ibrahim Abou Salim, vice-président de l'Association palestinienne de football.

M. Salim a appelé la communauté internationale à prendre position contre «les attaques continues d'Israël contre le sport et les athlètes palestiniens, d'autant plus que le sport est porteur d'un message d'amour et de paix entre tous les peuples du monde».

La semaine dernière, Israël a empêché une équipe de football de Ghaza de se rendre à Naplouse, en Cisjordanie, pour y disputer la finale de la Coupe de Palestine. Israël a imposé des restrictions aux déplacements des habitants de Ghaza depuis l'été 2007.

H. K.

## Centre du Yémen Des frappes aériennes dirigées par l'Arabie Saoudite

Des chasseurs de combat de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite ont lancé dimanche des frappes aériennes contre une base militaire des rebelles houthis dans la province centrale d'Ibb, au Yémen, a annoncé un responsable gouvernemental.

Un certain nombre de sites et de points de rassemblement houthis de la base militaire de Hamzah, dans le district de Sabrah, dans le sud-est de la province, ont été touchés par cinq frappes aériennes dirigées par les Saoudiens, a déclaré le responsable sous couvert d'anonymat.

«Des dépôts d'armes et des véhicules blindés ont été détruits au cours des frappes aériennes, qui ont été lancées après réception d'une importante notification des services de renseignement au sujet de ce site militaire», a affirmé le responsable.

«Les rebelles houthis utilisaient la base militaire de Hamzah comme centre de recrutement et de mobilisation de nouveaux combattants, en vue de les envoyer combattre dans la province de Dhalea», a-t-il ajouté.

Ces frappes aériennes surviennent trois jours seulement après des frappes similaires de la coalition dirigée par les Saoudiens contre d'autres positions houthies sur la même base militaire.

H. K.



Malawi

# Un "fils" de Salif Keita au service de la cause albinos

Dans le bruit et la fureur des trottoirs de Lilongwe, il est une voix et un visage qui font se retourner. Musicien des rues et albinos, Lazarus Chigwandali a décidé d'utiliser sa jeune notoriété pour défendre les siens, cibles de préjugés et de violences.



**S**i ce n'était le teint blanc laiteux de sa peau, rien ne le prédestinait à sortir de l'anonymat. Né il y a trente-neuf ans à Dedza, une petite ville du centre du Malawi, Lazarus Chigwandali s'est tout jeune mis à jouer de la musique avec son frère Peter, lui aussi albinos.

Quand celui-ci meurt d'un cancer de la peau en 2006, Lazarus prend la route de la capitale Lilongwe. Il s'installe devant un "fast food" où il grattouille les cordes d'un banjo "fait maison" en échange de quelques pièces.

Très vite, ses mélodies attirent l'oreille. Plus rythmées, plus énergiques que les autres, un mélange de rock et de country qui le distingue de tous ses voisins de rues. Et puis il y a sa voix haut perchée, si particulière.

La vidéo d'une de ses prestations tournée par un touriste a changé sa vie en tombant il y a un an entre les mains d'un producteur suédois installé à Londres, Johan Hugo.

"Ce fut l'un des moments les plus extraordinaires et émouvants de ma vie", racontera le producteur. "Un de ces moments rares où vous êtes tellement surpris que vous ne pouvez que pleurer ou rire en secouant la tête..."

Intitulé "Stomp on the Devil" ("Piétiner le Diable"), le premier disque né de cette rencontre sort en septembre. Lazarus Chigwandali a voulu en faire un manifeste sur les difficultés des albinos en Afrique, ces Noirs à la peau blanche car dépigmentée.

## "C'était dur"

Dans un Malawi très traditionaliste, ils sont pourchassés, tués et amputés de leurs membres, ensuite utilisés pour des rituels censés apporter richesse et chance.

L'Association locale des personnes albinos (Apam) a recensé depuis 2014 au moins 148 cas de violences contre les albinos, dont pas moins de 21 meurtres.

"Mon album parle de leur détresse", décrit Lazarus Chigwandali. "Je dis que les gens ne devraient pas les stigmatiser car nous

sommes tous des hommes (...) et que ceux qui les tuent ont tort car Dieu nous a tous créés à son image."

Les discriminations, la peur, lui-même dit les avoir vécues tout au long de son enfance.

"Je me souviens de ceux qui s'écartaient quand j'allais voir un match de foot avec mon petit frère, de ceux qui nous bousculaient", se souvient le musicien. "Ma mère allait les réprimander mais (...) ils recommençaient aussitôt. Certains nous insultaient. C'était dur."

Sa reconnaissance artistique l'a éloigné, un peu, de ce quotidien. "Depuis que je suis un musicien connu, il est plus difficile de faire de moi une cible", se réjouit-il. "Maintenant je peux rentrer dans mon village sans peur d'y être enlevé."

Au Malawi, tous ceux qui défendent les albinos se réjouissent de pouvoir compter l'artiste parmi leurs rares soutiens.

"Il défend une cause par le biais de l'art, qui est un outil puissant car il va droit au cœur des gens", loue Ikponswa Ero, une experte

de l'albinisme auprès des Nations unies. "J'essaie de changer l'opinion des gens. Lazarus apporte une touche supplémentaire essentielle à mes efforts."

## Documentaire produit par Madonna

"Je souhaite que ma musique donne une voix aux albinos, afin qu'ils comprennent qu'ils ont autant de valeur que n'importe quel autre être humain", insiste l'artiste militant.

Lazarus Chigwandali se sait privilégié. La sortie prochaine de son premier album l'a rapproché, un peu, de son rêve de devenir le nouveau Salif Keita, l'icône malienne de la musique et de la cause albinos.

Des titres de son album sont déjà diffusés en avant-première sur la prestigieuse BBC britannique.

Le réalisateur américain David Darg a tourné un film sur sa vie, présenté et primé en avril au Tribeca Film Festival de New York. "Le but (...) est de faire de Lazarus une superstar au Malawi", a confié le metteur en scène. "Si on réussit à placer un albinos sous les projecteurs, ça va aider à casser les idées reçues."

La chanteuse américaine Madonna, qui a adopté quatre enfants au Malawi, a produit le documentaire. Alors Lazarus Chigwandali, qui l'a rencontrée il y a deux ans, caresse l'espoir de faire un jour de la musique avec elle. "J'ai attendu toute ma vie la chance de pouvoir faire entendre ma musique et de raconter mon histoire au monde entier", dit-il. "Mais il ne s'agit pas de moi, il s'agit d'abord de mettre un terme aux meurtres et à la discrimination contre les albinos".

AFP

Soudan

## Djibouti salue l'accord entre le Conseil militaire et l'opposition

■ Djibouti a apporté dimanche son soutien à l'accord conclu entre le Conseil militaire de transition du Soudan et l'Alliance pour la liberté et le changement portant sur le partage des pouvoirs durant la période de transition dans leur pays.

"Il s'agit d'un accord important qui constitue une étape fondamentale pour asseoir la paix et la stabilité et réaliser les aspirations du peuple frère du Soudan pour la démocratie, le développement et la paix", a indiqué le gouvernement djiboutien dans son communiqué.

La République de Djibouti a fait part également de sa satisfaction quant aux efforts constructifs consentis par l'Union africaine (UA) et l'Éthiopie afin de réconcilier le peuple soudanais, ajoute-t-on de même source.

Djibouti a réitéré par ailleurs sa position ferme de continuer à soutenir le Soudan et le peuple soudanais dans toutes ses démarches visant à préserver sa souveraineté, sa paix et sa stabilité mais également à se développer. Depuis le renversement de l'ancien président Omar el-Béchir par l'armée en avril, le Soudan est confronté à d'importants troubles à l'échelle nationale. Le Conseil militaire de transition du Soudan s'est engagé samedi à "appliquer" et "préserver" l'accord conclu avec l'opposition, qui définit les grandes lignes de la future phase de transition et qui a poussé les manifestants à annuler une campagne de désobéissance civile.

G. H.

## La police arrête des dizaines de manifestants

**L**a police du Malawi a annoncé dimanche avoir arrêté des dizaines de personnes après une série de manifestations à la suite des contestations sur l'élection présidentielle de mai.

Près de 70 personnes ont été arrêtées, selon la police, au lendemain d'une déclaration du chef de l'Etat qui a accusé les manifestants de comploter contre son gouvernement. La police affirme que des "actes criminels" ont été commis, notamment des pillages et des jets de pierres sur des voitures et des immeubles.

Des milliers de Malawites sont descendus dans les rues vendredi pour dénoncer la réélection selon eux frauduleuse du chef de l'Etat Peter Mutharika.

Les manifestants ont calmement défilé vendredi dans la capitale Lilongwe, où de nombreux magasins sont restés fermés, et dans la capitale économique du pays Blantyre.

Les organisateurs de ce mouvement ont annoncé dimanche qu'ils continueraient à manifester.

"Nous espérons que Jane Ansah (la présidente de la commission électorale) va démissionner aussi vite que possible", avait récemment déclaré l'un d'eux, Billy Mayaya.

"Si elle ne démissionne pas, nous continuerons à exercer des pressions sur Jane Ansah et la commission électorale du Malawi pour qu'on soit entendu", a prévenu M. Mayaya, "les tensions vont continuer à

monter".

Le Malawi, un petit Etat d'Afrique australe, traverse une crise politique depuis les élections générales du 21 mai.

Peter Mutharika, au pouvoir depuis 2014, a été réélu, avec 160.000 voix d'avance sur Lazarus Chakwera.

Ce dernier et Saulos Chilima, arrivé troisième à la présidentielle, dénoncent des fraudes et ont saisi la justice pour obtenir une annulation de ce scrutin.

Depuis les élections, l'opposition multiplie les manifestations, dispersées à plusieurs reprises par les forces de l'ordre à l'aide de gaz lacrymogène.

R. H.



# Grâce: la droite de Mitsotakis triomphe et promet de "rendre sa fierté" au pays

**Les Grecs ont infligé dimanche une sévère défaite au Premier ministre sortant de gauche Alexis Tsipras, dont le successeur de droite Kyriakos Mitsotakis a promis de "relever" le pays meurtri par une décennie de crise.**

**A**rrivé en tête avec 39,8% des suffrages, son parti de droite Nouvelle démocratie détiendra 158 des 300 sièges que compte la Vouli, le parlement grec, selon les résultats officiels portant sur 94% des bureaux de vote.

Pour ces premières élections législatives depuis que la Grâce a échappé à la faillite, Syriza, le parti de gauche d'Alexis Tsipras, qui a obtenu 31,5% des voix, ne conservera que 86 des 144 sièges qu'il avait dans l'assemblée sortante. Pour les Grecs, le gouvernement sortant est coupable d'avoir «trahi» ses promesses et d'avoir imposé l'austérité.

«Une période douloureuse se referme», a déclaré M. Mitsotakis, 51 ans, devant ses partisans au siège de la Nouvelle Démocratie, dans la banlieue sud d'Athènes. Il a juré aux électeurs de «rendre sa fierté» au pays et d'être «à la hauteur de leurs espoirs».

«Je veux voir le nouveau ce peuple prospérer, je veux voir revenir les enfants qui sont partis», a encore dit le chef de file des conservateurs, qui sera investi aux fonctions de Premier ministre.

Trois ans après avoir pris les rênes de la Nouvelle Démocratie, Kyriakos Mitsotakis, perçu comme un réformateur, proche des milieux d'affaires, a promis de «relancer l'économie» et de «laisser la crise derrière nous».

## Dynastie politique

«Une page se tourne», s'est félicité Giorgos, un militant de ND au siège du parti. «La psychologie des Grecs et des marchés sera désormais différente. Nous pouvons avoir confiance en l'avenir», a affirmé cet avocat venu «voir de près» le prochain chef du gouvernement.

Efi Louka, une employée de la compagnie de téléphonie publique OTE, a fait le déplacement depuis Lamia (centre) pour «fêter ce changement». «La Grâce a besoin d'investissements, d'un Etat qui fonctionne. Seul un dirigeant Eduqué et expérimenté comme Kyriakos Mitsotakis peut apporter un changement constructif», estime-t-elle.

L'élection de ce fils de Premier ministre, descendant d'une dynastie politique, signe le



retour de la «filiocratie» au gouvernement grec, une tradition qu'Alexis Tsipras avait interrompue en accédant au pouvoir à l'âge de 40 ans. Le chef du gouvernement sortant a reconnu «la nette victoire» de son rival, après l'avoir félicité, promettant d'être «actif dans les rangs de l'opposition» et de se «relever».

Surgissant dans une Grâce en plein chaos, terrassée par la crise de la dette et la cure d'austérité imposée par ses créanciers, l'UE et le FMI, Alexis Tsipras avait suscité l'espoir, en janvier 2015, chez un peuple abasourdi par les faillites et les plans sociaux. Mais ce jeune leader de gauche radicale avait ensuite fait volte-face, forcé d'accepter un plan de sauvetage assorti de sévères mesures pour empêcher la sortie de la zone euro, ce que les électeurs ne lui ont pas par-

donné.

## Le pari perdu de Tsipras

Sonné par un échec cinglant aux élections européennes et locales, fin mai et début juin, Alexis Tsipras, dont le mandat s'achevait théoriquement en octobre, avait tenté un coup de poker risqué en convoquant lui-même ces élections anticipées, avec l'espoir d'inverser la vague de mécontentement. En vain. Comme Kyriakos Mitsotakis, il avait battu le rappel des électeurs, craignant une forte abstention en ce début juillet, sous des températures étouffantes. Mais les Grecs ont préféré les urnes aux plages et ont voté à près de 58%.

Nikos Xydakis, un ex-député du Syriza et ancien ministre de la Culture, a reconnu qu'Alexis Tsipras avait pâti d'un phénomène d'«usure», estimant que son parti avait fait

«trop de promesses». Sur ses affiches Électorales, Alexis Tsipras, le bras levé, en manches de chemise, semblait d'ailleurs déjà dire un dernier au revoir, en proclamant: «Maintenant, décidons de nos vies». Dans une opération séduction de la dernière chance, vendredi soir, il avait pourtant agité le risque de retour aux «heures sombres de l'austérité» et évoqué la baisse du chômage, le plus important de la zone euro, ou encore la revalorisation du salaire minimum mensuel à 650 euros.

Troisième parti dans le nouveau parlement, le Kinal, né sur les cendres du Pasok (socialiste), remporte 22 sièges, devant les communistes du KKE (15 sièges), le parti nationaliste de la Solution grecque (10 sièges) et le parti MeRa25 de l'ancien ministre des Finances de Tsipras Yanis Varoufakis (neuf sièges). **AFP**

## Kyriakos Mitsotakis, "l'héritier" de droite qui a fait tomber Tsipras

■ Héritier d'une dynastie politique, Kyriakos Mitsotakis, que les Grecs ont choisi dimanche pour être leur prochain Premier ministre, s'est hissé au pouvoir à la faveur d'un climat anti-Tsipras et sur la promesse d'en finir avec une décennie de crise.

En Grâce, son patronyme est loin d'être inconnu : son père, Konstantinos Mitsotakis a été Premier ministre conservateur de 1990 et 1993, sa soeur Dora Bakoyannis, née Mitsotakis, a été ministre des Affaires Étrangères et maire d'Athènes. Et le nouveau maire de la capitale élu début juin, Costas Bakoyannis, n'est autre que son neveu.

«Certes, je descends d'une famille politique et je suis très fier de mon héritage», a souligné le leader du parti conservateur ND dans un entretien à l'AFP. «Mais en même temps, j'ai beaucoup changé (le parti) Nouvelle démocratie, ce n'est pas le même qu'il y a quatre ans», a estimé M. Mitsotakis, qui a pris en 2016 les rênes du parti précédemment dirigé par son père. L'héritier du patriarcat, qui se définit

pourtant comme un «outsider, un franc-tireur», a promis du sang neuf en présentant de nombreux candidats de moins de 40 ans aux élections de dimanche, et dans son futur gouvernement, avec des personnalités «de sa génération ou plus jeunes».

Dans un pays où le népotisme est une tradition, celui qu'Alexis Tsipras a baptisé «le prince» a aussi juré de ne pas nommer de membres de sa famille dans son cabinet, et se défend d'être élitiste. «Jugez-moi sur mon CV, et non par mon nom», a répété à l'envi ce diplômé d'Harvard et de Stanford, qui ne rechigne pas à être comparé à Emmanuel Macron, dont il se dit proche politiquement.

Perçu comme un réformateur, proche des milieux des affaires, cet ancien consultant chez McKinsey à Londres a notamment été ministre de la réforme administrative sous le dernier gouvernement conservateur d'Antonis Samaras (2012-2014).

«D'ailleurs, où que j'aille, tout le monde m'appelle par mon prénom, Kyriakos. Cela

montre qu'ils me reconnaissent pour ce que je suis, et non parce que je suis le descendant d'une dynastie», dit-il.

## «Main forte»

Ce père de famille de 51 ans, fan de basket, qui a adopté la chemise sans cravate à l'instar M. Tsipras, entend mener son pays d'une «main forte» pour relancer l'économie et créer de meilleurs emplois.

Mais en tant que ministre de la réforme administrative en 2014, en plein cœur de la crise, il avait été chargé de licencier 15.000 fonctionnaires sous la pression des créanciers du pays.

La réduction des effectifs a été interrompue par les élections anticipées de janvier 2015, mais l'étiquette de Mitsotakis en tant qu'homme de poigne a perduré.

Le Premier ministre sortant Alexis Tsipras l'a accusé de vouloir lâcher un «Armageddon» sur les travailleurs. «Quant (Mitsotakis) parle de réformes, il faut comprendre qu'il y aura un

coût humain. Il a personnellement licencié des milliers de personnes», a-t-il fustigé sur CNN, promettant «le retour des heures sombres de l'austérité» si son adversaire était élu.

A gauche, Kyriakos Mitsotakis est vu comme celui qui a changé son parti en un mélange nationaliste et néolibéral. Dès son élection en 2016 à la tête de ND, il a nommé comme vice-président du parti Adonis Georgiadis, ancien membre d'un parti d'extrême droite, LAOS.

Georgiadis avait dû faire des excuses publiques en 2017 pour avoir fait la publicité d'un ouvrage antisémite dont il affirmait que c'était son «livre préféré». Un autre ancien membre de LAOS, Makis Voridis, qui a dirigé un groupe de jeunesse nostalgique de la dictature militaire en Grâce, a été également membre du cabinet de Mitsotakis.

Père de trois enfants, Kyriakos Mitsotakis est marié à Mareva Grabowski, co-créatrice d'une marque de vêtements de luxe. **AFP**



Venezuela



# Reprise du dialogue entre opposition et gouvernement cette semaine à La Barbade

**L'opposition vénézuélienne regroupée autour de Juan Guaidó et le gouvernement de Nicolas Maduro vont reprendre le dialogue cette semaine sur l'île caribéenne de La Barbade à l'occasion d'un troisième round de pourparlers entamés en mai à Oslo pour tenter de sortir le Venezuela de la crise politique.**

Cette réunion avec «des représentants du régime usurpateur» sur l'île caribéenne devra servir à «établir une négociation en vue de sortir de la dictature», a déclaré dans un communiqué Juan Guaidó, qui tente de déloger Nicolas Maduro de la présidence depuis le mois de janvier.

Ces nouveaux pourparlers, les troisièmes depuis le mois de mai, doivent servir, selon Juan Guaidó, trois objectifs : le départ de Nicolas Maduro de la présidence qu'il occupe depuis 2013, un «gouvernement de transition», puis des «élections libres avec des observateurs internationaux».

L'opposant vénézuélien, reconnu comme président par intérim par une cinquantaine de pays, qualifie Nicolas Maduro de «dictateur» et d'«usurpateur» en raison de l'élection présidentielle «frauduleuse» de 2018 qui a permis au président chaviste de se maintenir au pouvoir.

Nicolas Maduro qualifie, lui, l'opposition de «putschiste», surtout depuis l'appel au soulèvement lancé, en vain, par Juan Guaidó le 30 avril.

Dans un tweet, le ministre de la Communication de Nicolas Maduro, Jorge Rodríguez, a implicitement corroboré l'annonce de Juan Guaidó en reproduisant un communiqué du ministère norvégien des Affaires étrangères, pays hôte des deux premiers rounds.

«Les deux parties se réuniront cette semaine à La Barbade pour avancer dans la recherche d'une solution négociée et constitutionnelle», a expliqué la diplomatie norvégienne.

Les deux premières réunions organisées à Oslo en mai entre des délé-

gués de l'opposition et du gouvernement n'ont donné aucun résultat tangible.

La semaine dernière, Juan Guaidó avait écarté de nouvelles négociations après la mort en détention «après avoir été torturé» du capitaine de corvette Rafael Acosta Arevalo. Le soldat était accusé par le gouvernement d'avoir voulu participer à une «tentative de coup d'état» déjouée.

De son côté, Nicolas Maduro a affirmé à plusieurs reprises que le dialogue «continuerait» avec l'opposition.

Pour le politologue Jesus Castillo-Molleda, interrogé par l'AFP, il est «évident que l'opposition n'arrive pas à vaincre le gouvernement, ni seule, ni avec l'aide des Etats-Unis. Cela l'oblige à chercher d'autres mécanismes pour arriver à des accords en vue d'élections».

Le gouvernement cherche «à gagner du temps car il a montré son manque de volonté à résoudre les problèmes», a-t-il estimé.

## «Erosion de l'Etat de droit»

Dimanche soir, lors d'un discours pendant une cérémonie militaire, Nicolas Maduro n'a pas évoqué la reprise du dialogue, mais il a vanté la «bonne santé dans l'union, la loyauté et la cohésion» de l'armée, pilier du système politique vénézuélien qui contrôle notamment le secteur pétrolier, poumon économique du Venezuela.

L'armée est aussi courtisée par Juan Guaidó qu'il appelle à tourner le dos à Nicolas Maduro. Mais tant le ministre de la Défense, le général Vladimir Padrino, que le reste de l'État-major réaffirment régulièrement leur

«loyauté» envers le président.

L'opposant use aussi de sa fonction de président de l'Assemblée nationale pour tenter d'accroître la pression.

Dimanche, il a affirmé que les députés de l'opposition, qui contrôlent le Parlement unicaméral, allaient bientôt «approuver» le retour du Venezuela dans le Traité interaméricain d'assistance réciproque (Tiar), un accord de défense datant de la Guerre froide, dont Caracas s'est retiré en 2012.

Certains députés de l'opposition jugent que cette mesure permettra de border légalement une intervention militaire étrangère destinée à renverser M. Maduro.

Mais en cas de vote positif de l'Assemblée, la réintégration du Venezuela dans ce traité est incertaine, puisque toutes les décisions des députés sont annulées par la Cour suprême.

Au plan international, le gouvernement vénézuélien est épinglé en raison de la situation des droits de l'homme. Cette semaine la Haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a ainsi dénoncé l'«érosion de l'Etat de droit» en présentant un rapport sur la question.

A la crise politique que vit le Venezuela s'ajoute la pire crise économique de l'histoire récente du pays. Les pénuries de médicaments et d'essence se multiplient et un quart de la population a besoin d'une aide humanitaire d'urgence, d'après l'ONU. Une crise que le gouvernement de Nicolas Maduro met largement sur le compte des sanctions économiques prises par l'administration de Donald Trump.

AFP

## Malte trouve un accord pour répartir de nouveaux migrants au sein de l'UE

Les 65 migrants de l'Alan Kurdi, un navire d'une ONG allemande, sont arrivés dimanche soir à Malte, en vue d'être prochainement répartis entre différents pays européens, a constaté un correspondant de l'AFP.

Les migrants, visiblement fatigués, sont arrivés sur la terre ferme à bord d'un patrouilleur militaire maltais.

Le Premier ministre maltais, Joseph Muscat, qui a eu des discussions dimanche avec la Commission européenne et le gouvernement allemand, a précisé sur Twitter qu'aucun de ces 65 migrants ne resterait dans son pays «étant donné que ce cas n'était pas de la responsabilité des autorités maltaises».

«Encore une fois, nous n'avons pas été autorisés à entrer dans le port de La Valette, malgré notre mission humanitaire», a pour sa part déploré une porte-parole de l'ONG allemande Sea-Eye, Carlotta Weibl. «Cette situation ne peut perdurer», a-t-elle ajouté dans un communiqué. Malte avait interdit dimanche matin l'entrée du navire de Sea-Eye dans ses eaux territoriales.

Les forces armées maltaises ont par ailleurs porté secours dimanche à un groupe de 58 autres migrants qui se trouvaient sur une embarcation en train de couler en mer. Au moins la moitié d'entre eux seront accueillis par d'autres pays européens, a précisé Joseph Muscat, parlant d'«un signe de reconnaissance de la bonne volonté du gouvernement maltais».

«Dans un esprit de solidarité européenne, j'ai offert que nous contribuions à l'effort à hauteur de jusqu'à 40 personnes», a annoncé dimanche soir le ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer. «Nous avons à présent rapidement besoin pour régler ce type de cas d'un mécanisme qui fonctionne. Les Etats membres et la Commission doivent y travailler d'arrache-pied», a-t-il estimé. «Il n'est plus admissible de continuer à procéder au cas par cas, en cherchant des solutions dans l'urgence», ont également souligné dans un communiqué commun les ministres des Affaires étrangères d'Italie et de Malte, Enzo Moavero et Carmelo Abela.

Ils appellent à créer «un mécanisme permanent au niveau de l'Union européenne qui affronte l'ensemble des questions sensibles concernant les migrations», un point à inscrire à l'ordre du jour du prochain Conseil des Affaires étrangères de l'UE en juillet.

A Lampedusa, une petite île au sud de la Sicile proche de la Libye, d'importantes forces de la police italienne avaient attendu samedi soir le quai l'Alex, un voilier affrété par le collectif italien de gauche et d'extrême gauche Mediterra, qui a défié l'interdiction d'accoster du ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini. L'Alex a finalement pu débarquer une quarantaine de migrants dimanche au petit matin.

### Arrivée en force à Lampedusa

Le voilier a été provisoirement saisi et son capitaine fait l'objet d'une enquête pour soupçon d'aide à l'immigration clandestine, ainsi que pour désobéissance, résistance ou violence à l'encontre de bâtiments de guerre, selon la porte-parole de Mediterra, Alessandra Sciarba. Un décret-loi italien adopté en juin prévoit des amendes allant jusqu'à 50 000 euros pour le capitaine, le propriétaire et l'armateur d'un bateau qui entrerait sans autorisation dans les eaux italiennes.

«Nous avons deux navires sous séquestre, l'amende du décret à payer en plus des frais légaux. Nous avons besoin d'une aide énorme, car nous n'avons certainement aucune intention de nous arrêter», a déclaré dimanche devant la presse à Lampedusa, Alessandra Sciarba. Selon l'organisation, le voilier, conçu pour 18 passagers, n'était aucunement en mesure de rejoindre Malte. Mais Matteo Salvini -l'homme fort du gouvernement populiste qui accuse les ONG d'aider les passeurs- a estimé le contraire. Pour l'Alex, il avait conclu avec Malte un accord en vue de faire débarquer les migrants en échange du transfert vers l'Italie d'un nombre équivalent de migrants précédemment accueillis par La Valette. L'Alex avait été rejoint samedi par l'Alan Kurdi dans les eaux internationales au large de Lampedusa, mais ce dernier avait finalement mis le cap sur Malte.

### Débarquements sans les ONG

La semaine dernière, les autorités italiennes avaient fait saisir à Lampedusa un navire d'une ONG allemande, le Sea-Watch 3, et arrêter sa capitaine, Carola Rackete, qui avait accosté de force pour débarquer 40 migrants. Une juge italienne a invalidé mardi son arrestation au motif qu'elle avait agi pour sauver des vies, mais la jeune Allemande est toujours visée par deux enquêtes, pour résistance à un membre des forces de l'ordre et pour aide à l'immigration clandestine. Pendant que l'attention médiatique s'est focalisée sur les bras de fer entre ONG et Matteo Salvini, concernant environ 150 migrants, ils sont plus de 500 autres à avoir débarqué en deux semaines sur les côtes italiennes grâce à des bateaux suffisamment solides, révèle des statistiques officielles. Un voilier transportant 83 Pakistanais a ainsi accosté samedi soir à Taranto, dans les Pouilles (sud de l'Italie), en provenance de Turquie.

AFP



Fuites de mémos diplomatiques concernant Trump

# Londres va ouvrir une enquête

**Londres a annoncé dimanche l'ouverture d'une enquête sur des fuites dans la presse de câbles diplomatiques dans lesquels l'ambassadeur britannique aux Etats-Unis aurait, entre autres, qualifié l'administration de Donald Trump d'"inepte" et d'"unique dans son dysfonctionnement".**

« Une enquête officielle sur les fuites va maintenant être ouverte », a déclaré un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, qui n'a pas contesté la véracité des mémos diplomatiques en question.

Cité dans un communiqué, le chef de la diplomatie britannique Jeremy Hunt s'est distancé des propos supposément tenus par l'ambassadeur Kim Darroch.

« C'est très important de dire que l'ambassadeur faisait son travail d'ambassadeur, à savoir donner des rapports francs et des opinions personnelles sur ce qui se passe dans le pays où il travaille, pas les opinions du



gouvernement britannique, pas les miennes », a-t-il déclaré.

« Nous continuons de penser que sous le président Trump, l'administration américaine est à la fois très efficace et le meilleur ami

possible du Royaume-Uni sur la scène internationale », a poursuivi M. Hunt, qui fait aussi campagne pour devenir le prochain Premier ministre, dont le nom sera connu le 23 juillet.

Interrogé sur ces fuites publiées par le

Mail on Sunday, le président américain a rétorqué que Kim Darroch « n'avait pas bien servi le Royaume-Uni ».

« On n'est pas des grands fans de cet homme », a-t-il aussi dit à des journalistes.

Selon le Mail on Sunday, le diplomate Kim Darroch a affirmé que la présidence Trump, qu'il trouve « instable » et « incompetent », était susceptible de « s'écraser en flammes » et de « s'achever dans la disgrâce », dans ses mémos et rapports transmis à Londres.

« Nous ne pensons pas vraiment que cette administration va devenir substantiellement plus normale, moins dysfonctionnelle, moins imprévisible, moins divisée, moins maladroite et inepte diplomatiquement », écrit Kim Darroch dans un de ses messages, toujours d'après l'hebdomadaire.

L'ambassadeur déclare encore que les informations sur « le chaos et les luttes féroces » qui agitent la Maison Blanche - des « fake news », selon Donald Trump - sont « pour la plupart véridiques ».

Kim Darroch, 65 ans, est l'un des diplomates les plus expérimentés en poste à Washington, où il est arrivé en janvier 2016, avant la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine. Selon le Mail on Sunday, les mémos qui ont fuité couvrent une période qui commence en 2017.

Dans un des messages les plus récents, daté du 22 juin, M. Darroch critique la politique du président américain sur l'Iran, qui a fait craindre un conflit armé, estimant que M. Trump a à ce sujet des positions « incohérentes » et « chaotiques ».

L. T.

Inde

## Au moins 29 morts dans un accident d'autocar

■ Au moins 29 personnes ont été tuées et 18 blessées lundi dans l'accident d'un autocar dans le nord de l'Inde, a annoncé la police. Le car à double étage, qui transportait une cinquantaine de personnes, se trouvait sur l'autoroute entre New Delhi et Agra lorsqu'il est sorti de la voie vers 04H15 locales (dimanche 22H45 GMT) et est tombé dans l'espace entre deux ponts, selon la police. Le véhicule a fait une chute de plus de douze mètres et est tombé dans une rivière, l'étage supérieur se retrouvant écrasé et l'eau compliquant les opérations de secours. Les enquêteurs soupçonnent que le conducteur se soit endormi au volant. Parti de la capitale nationale New Delhi, l'autocar avait pour destination Lucknow, capitale du grand Etat d'Uttar Pradesh. Avec ses 165 kilomètres, la « Yamuna Expressway » entre New Delhi et Agra est la plus longue autoroute à six voies d'Inde. 900 personnes y ont péri depuis son ouverture en 2012. Près de 150.000 personnes meurent chaque année dans des accidents de la route en Inde, selon des statistiques officielles.

H. T.

Bolivie

## La doyenne se voit offrir sa première maison pour ses 118 ans

■ La doyenne de Bolivie, Julia Flores Colque, une représentante du peuple quecha, a reçu dimanche pour ses 118 ans sa première maison personnelle grâce à un don de l'Etat bolivien, a-t-on indiqué de source officielle.

Ayant toute sa raison, en bonne santé, « mama Julia », comme on l'appelle à Sacaba, un village des vallées de Cochabamba, dans le centre du pays, où elle réside, a pris possession de sa demeure de 51 mètres carrés, construite pour un coût de 15.500 dollars dans le cadre d'un programme public d'aide au logement destiné aux faibles revenus.

Goûtant la musique, même si elle ne peut plus en jouer, la vieille dame a reçu en outre en cadeau un « charango », un instrument à cordes andin, de la part du président bolivien Evo Morales, qui a diffusé sur son compte Twitter des images de la cérémonie. S'exprimant devant les proches de la vieille dame, le chef de l'Etat a salué en Julia « un symbole de la famille bolivienne ». Julia, qui parle quechua, habitait auparavant chez des proches dans une maison en pisé, dotée d'un petit jardin où déambulent chiens, chats et poules. Les autorités municipales de Sacaba veillent à la santé de Julia, qui se déplace dans un fauteuil roulant.

G. L.

D'ici 2030

## L'Australie responsable de 17% des émissions mondiales de carbone

La contribution de l'Australie aux émissions mondiales de carbone pourrait presque tripler au cours de la prochaine décennie en raison de la dépendance du pays aux combustibles fossiles, selon un nouveau rapport. La flambée des exportations australiennes de charbon et de gaz, combinée aux émissions intérieures, pourrait rendre l'Australie responsable de 17% des émissions de carbone de la planète d'ici 2030, a précisé l'institut Climate Analytics dans un rapport publié lundi.

Les exportations australiennes actuelles de charbon, de pétrole et de gaz

(3,6% du total mondial), ainsi que les émissions intérieures (1,4% du total mondial), représentent actuellement environ 5% de la pollution atmosphérique de la planète, a relevé la même source.

Mais au cours de la prochaine décennie, avec la mise en service de nouvelles mines dans le pays, la contribution du premier exportateur mondial de charbon et de gaz aux émissions mondiales pourrait plus que tripler, a ajouté l'institut.

« Ce rapport confirme que l'Australie est en passe de devenir l'un des pires contributeurs au dérèglement climatique dans le

monde », a souligné Gavan McFadzean de l'Australian Conservation Foundation.

« Lorsque nous ajoutons les émissions exportées de l'Australie à nos émissions nationales, l'Australie se hisse à la cinquième place de la liste des principaux pollueurs mondiaux, derrière l'Inde, l'Union européenne, les Etats-Unis et la Chine », a indiqué M. McFadzean.

Pour éviter ce scénario, M. McFadzean a appelé le gouvernement fédéral à promouvoir une transition rapide vers les énergies renouvelables.

H. B.

Hong Kong

## Cinq personnes arrêtées après de nouveaux affrontements

Cinq personnes ont été arrêtées lors d'affrontements nocturnes survenus entre manifestants antigouvernementaux et policiers anti-émeutes à l'issue d'une nouvelle manifestation à Hong Kong, a annoncé la police lundi.

Dimanche soir, après une nouvelle manifestation destinée à maintenir la pression sur le gouvernement local pro-Pékin, de nouvelles violences ont éclaté dans le quartier de Mongkok, dans la partie continentale de Hong Kong.

Les affrontements sont survenus après une charge de la police contre de petits groupes de manifestants masqués qui refusaient de se disperser.

Dans un communiqué, la police a déclaré que les contestataires participaient à un

« rassemblement illégal » et avaient été prévenus de l'imminence d'une action des forces de l'ordre.

« Certains manifestants ont résisté et la police a arrêté cinq personnes pour avoir attaqué un officier et pour entraver aux forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions ».

Les contestataires ont mis en cause la police, affirmant que les manifestants de Mongkok étaient en train de rentrer chez eux tranquillement quand des policiers anti-émeutes ayant érigé un mur de boucliers leur ont barré la route.

« Les Hongkongais ont manifesté pacifiquement contre la loi sur les extraditions, et en conséquence sont passés à tabac par la police », a déclaré dans un tweet Joshua

Wong, visage du mouvement prodémocratie de 2014 fraîchement sorti de prison.

Depuis des semaines, le pôle financier international est plongé dans une profonde crise politique déclenchée par un projet de loi autorisant les extraditions vers la Chine. Le rejet du texte s'est traduit par d'immenses manifestations pacifiques mais aussi une série d'affrontements violents avec la police.

Le projet a été suspendu mais cela n'a pas suffi à apaiser la colère, métamorphosée en mouvement plus vaste pour réclamer des réformes démocratiques et l'arrêt de l'érosion des libertés dans le territoire semi-autonome revenu en 1997 dans le giron chinois.

G. Y.



Khenchela

# Lancement de la 2<sup>ème</sup> édition du concours Zouleikha Saoudi

La 2<sup>ème</sup> édition du concours de poésie, du récit et de la nouvelle, de la regrettée écrivaine Zouleikha Saoudi a été lancée dimanche dans la wilaya de Khenchela, a-t-on appris des organisateurs.

Nadir Boutrid, responsable de la Bibliothèque principale de lecture publique, organisateur du concours, a révélé à l'APS, que le coup d'envoi de la 2<sup>ème</sup> édition du concours de wilaya de l'écrivaine Zouleikha Saoudi, dédié à la poésie, la nouvelle et le récit, a été donné dans la perspective de réceptionner les oeuvres d'écrivains souhaitant participer à cette édition et ce, à partir d'aujourd'hui jusqu'au 15 octobre prochain.

Le responsable a précisé que cette édition est ouverte à tous les hommes et femmes de lettres, amateurs ou professionnels, qui devront néanmoins participer avec une nouvelle oeuvre qui n'a pas été publiée auparavant, en arabe, en amazigh, en anglais et en français, en plus d'être concise en n'excédant pas les cinq pages.

M. Boutrid a également fait savoir qu'un jury, composé d'écrivains connus dans le milieu culturel et littéraire, aux niveaux national et arabe, évaluera les oeuvres des participants dont les résultats seront annoncées lors d'une cérémonie officielle organisée en l'honneur des lauréats, indiquant que la bibliothèque principale de lecture publique se chargera, pour sa part, d'éditer leurs oeuvres littéraires à l'occasion de la commémoration du 65<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution de libération.

Le responsable a affirmé, par ailleurs, que le but recherché à travers l'organisation de la 2<sup>ème</sup> édition de ce concours littéraire, c'est d'enrichir la scène culturelle à Khenchela et oeuvrer à découvrir et encourager la créativité locale et la promotion de la littérature dans cette wilaya.

Les prix de la 1<sup>ère</sup> édition du concours Zouleikha Saoudi dédié à la littérature de jeunesse, organisée l'année dernière, ont été remportés, pour rappel, par Fatima Aouaïdjia avec son oeuvre Chakhssiet fi riwaya, Karim Dziri avec un poème intitulé Azfe ala Silm El Hanine et l'écrivain Fayçal Mohamed Amamri avec Mahatet Amel, tandis que 10 oeuvres à succès ont été sélectionnées pour être éditées afin de faire connaître ses auteurs sur la scène littéraire locale et nationale.

La défunte écrivaine Zouleikha Saoudi (1943-1972), native de la région de Meguada



dans la wilaya de Khenchela, a exercé comme journaliste à la Radio nationale à Alger, et représente l'une des pionnières du roman algérien.

La défunte a laissé de nombreuses oeuvres littéraires, notamment des

Nouvelles, en plus de textes de théâtre qui ont été collectés par Cheribet Ahmed de l'Université de Annaba, avant d'être édités en 2001 par l'union des écrivains algériens (UEA), a-t-on indiqué.

K. R.

Unesco

## Le paysage de Risco Caido et le palais de Mafra classés

Le palais de Mafra, monument baroque du XVIII<sup>e</sup> siècle témoignant de l'opulence de l'ancien empire colonial portugais et le paysage culturel de Risco Caido et les montagnes de Grande Canarie en Espagne ont été inscrits, dimanche par l'Unesco, au patrimoine mondial de l'humanité.

Situé à l'intérieur de l'archipel espagnol des Canaries, le paysage Risco Caido inclut 10 sites avec des vestiges d'habitations et de lieux de culte qui racontent la vie des communautés héritières des Berbères d'Afrique du Nord qui vécurent isolées pendant 1 500 ans.

Parmi ces sites, l'ancien village de Risco Caido, un ensemble de logements troglodytes creusés à même une falaise.

Le joyau du paysage est une grotte-sanctuaire, découverte en 1996, avec un toit surmonté d'une coupole. Des ouvertures dans les parois permettent aux rayons du soleil ou à la lumière de la lune d'entrer et d'éclairer des gravures sur les murs que les experts rapprochent d'un calendrier agricole.

Les montagnes «sacrées» de Grande Canarie mettent en relief les vestiges de la civilisation aborigène qui habita l'île volcanique jusqu'à sa conquête par l'Espagne à la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

Avec l'inscription de Risco Caido, l'Espagne compte désormais 48 sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco, ce qui en fait le troisième pays le plus représenté dans la liste.

Le site culturel Mafra, situé à 25 km au nord de Lisbonne, est composé d'un palais royal, d'une basilique, d'un couvent, d'un jardin et d'un domaine de chasse.

A l'instar du château de Versailles près de Paris et du palais de l'Escorial de Madrid, Mafra a été érigé par un monarque souhaitant laisser une trace de son pouvoir et de sa richesse.

Sous les ordres du roi Jean V, sa construction a débuté en 1717 et a duré une trentaine d'années, la bâtisse de marbre n'ayant été terminée qu'à la mort du monarque en 1750.

L'écrivain portugais José Saramago, prix Nobel de littérature 1998, a consacré à l'histoire de ce monument un de ses romans les plus populaires, Le Dieu Manchot, paru en 1982.

Le palais de Mafra a également servi de décor du film La Reine Margot de Patrice Chéreau, primé à Cannes en 1994.

Depuis le 30 juin et jusqu'au 10 juillet, le Comité du patrimoine mondial de l'Unesco s'est réuni à Bakou, en Azerbaïdjan.

T. Y.

Festival du théâtre amateur de Mostaganem

## 15 troupes aux éliminatoires régionales qualificatives

Une quinzaine de troupes théâtrales, de neuf wilayas du Centre du pays, prennent part aux éliminatoires régionales qualificatives pour la 52<sup>ème</sup> édition du Festival du théâtre amateur de Mostaganem ouverte, dimanche, au Centre culturel de Boudouaou (nord de Boumerdès).

Des troupes de Boumerdès, d'Alger, de Tizi Ouzou, de Bouira, de Bordj Bou Arréridj, de Béjaïa, de Tipasa, de Biskra et de Blida participent à ces éliminatoires, organisées par l'Association du théâtre de Boudouaou, en collaboration avec la coopérative des amoureux du 4<sup>ème</sup> art et la Conservation du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem, a-t-on appris des organisateurs.

En lever de rideau de cette compétition, coïncidant, cette année, avec les festivités de

commémoration du 57<sup>ème</sup> anniversaire de la Fête nationale de l'indépendance, le public de Boumerdès a eu droit, dans la matinée, à deux représentations, à savoir, Douira de la troupe de l'association du théâtre de Boudouaou, suivie par Ellaz de l'association culturelle arts et loisirs d'Alger.

Le programme de cette journée se poursuivra avec la pièce Mouftarak el Akdar (carrefour des destins) de l'association culturelle Soumoud de Boumerdès, prévue cet après-midi, avec la pièce Chachia de l'association Al Amel, éducation et jeunesse Sidi Berek de Bordj Bou Arréridj.

Le programme de cette manifestation de trois jours prévoit une moyenne de deux à trois représentations/jour, en matinée et en soirée. De nombreuses figures réputées de la

scène artistique locale et nationale ont été honorées, à cette occasion, en reconnaissance de leur travail et apport au 4<sup>ème</sup> art en général.

Selon un membre du jury, la majorité des oeuvres théâtrales mises en compétition sont des productions récentes, à l'instar des pièces Rassail Baria (lettres innocentes) de l'association culturelle des jeunes novateurs de Béjaïa, El Hamel de l'association culturelle des amis de Nedjma de Tipasa, Intihar Djoutha (suicide d'un cadavre) de l'association des activités des jeunes de Lakhdaria (Bouira), ou encore la pièce Kenza de l'association innovations théâtrales de Tizi Ouzou.

Le jury de ces éliminatoires, composé de professionnels du 4<sup>ème</sup> art, aura à sélectionner les «meilleurs produits scéniques sur

le double plan artistique et créatif, susceptibles de représenter, au mieux, les wilayas du centre du pays à ce Festival national annuel», a indiqué à l'APS, Mohamed Zerkaoui, président de l'Association du théâtre de Boudouaou, également organisateur de la manifestation.

Ces éliminatoires régionales constituent, également, un cadre propice, a-t-il ajouté, pour «un échange d'expériences et de cultures entre les amateurs du théâtre de différentes wilayas, parallèlement à la promotion de la production et de la création théâtrale nationale». Il s'agit, aussi, d'un «espace privilégié de détente et de plaisir offert aux amoureux du 4<sup>ème</sup> art de tout bords», a souligné M. Zerkaoui.

F. L.



«PAROLES DE FEMMES»

" Quand la colère emplit ton coeur, ne laisse pas ta langue aboyer en vain. "

Sappho



# FEMMES

ILS ONT DIT :

" La colère vide l'âme de toutes ses ressources, de sorte qu'au fond paraît la lumière. "

Friedrich Nietzsche

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

Meghan Markle et Harry

## Ces efforts du palais royal pour éviter les clashes avec Kate Middleton et William

À l'automne prochain, les petits-enfants d'Elizabeth II quitteront le Royaume-Uni pour leurs tournées respectives. Pour éviter tout conflit entre eux, les conseillers de la famille royale se démènent pour que le planning des uns n'empiète pas sur celui des autres.

Ce samedi 6 juillet, le peuple britannique a les yeux rivés sur le château de Windsor, où se déroule le baptême du petit Archie. Kate Middleton et le prince William ont accepté d'assister à la cérémonie très privée, qui ne manque pas de décevoir les admirateurs du duc et de la duchesse de Sussex. Pourtant, malgré le calme apparent, l'ambiance ne serait pas au beau fixe avec Meghan Markle et le prince Harry. Depuis plusieurs mois, les deux couples ont bien du mal à masquer les tensions qui règnent entre eux.

Face à cette ambiance électrique, le palais royal met tout en œuvre pour éviter d'éventuels conflits, comme le révèle le Daily Mail. Cela passe notamment par une organisation extrêmement rigoureuse au niveau des plannings respectifs des deux couples, et en particulier celui de leurs tournées automnales. Sur leur compte Instagram, Meghan Markle et le prince Harry ont déjà révélé où ils emmèneront Archie pour son premier voyage officiel. " Leurs Altesses Royales le duc et la duchesse de Sussex sont très heureux d'annoncer qu'ils effectueront une tournée en Afrique à l'automne " ont-ils annoncé.

De leur côté, Kate Middleton et le prince William " effectueront une visite officielle au Pakistan cet automne ". Pour la spécialiste de la royauté, Katie Nicholl, tout a été pensé pour que les deux couples ne se volent pas la vedette à cette période importante de l'année. " Je m'attends à ce que le palais planifie (ces voyages, ndlr) pour qu'il n'y ait pas trop de clashes, a expliqué l'auteur de Harry and Meghan: Life, Loss, and Love. Si les conseillers peuvent éviter les conflits d'agenda, ils le feront, car ils voudront éviter tout sentiment de concurrence entre les couples ". Une gestion militaire visiblement nécessaire pour éviter tout nouvel éclat.



ANTI-ÂGE

## Quels actifs naturels pour soigner les peaux matures ?



Avec l'âge, la peau change d'aspect. Moins ferme, moins tonique, elle demande une attention toute particulière. Certains actifs naturels vont être utiles pour traiter les signes du vieillissement. Comment prendre soin de sa peau mature ? Les conseils d'une spécialiste en cosmétique naturelle.

**PEAU MATURE : CE QUI LA DÉFINIT**

Avec l'âge, la peau commence à se dégrader. Les signes du vieillissement apparaissent : rides, perte de fermeté, sécheresse cutanée, taches pigmentaires. Ces symp-

tômes trouvent leur origine dans le derme, en particulier à la diminution du collagène et des fibres d'élastine (qui constituent le matelas de soutien de la peau).

**SES BESOINS**

Pour ralentir le vieillissement cutané, on doit aider la peau mature à se régénérer et à résister aux agressions extérieures et au stress oxydatif (radicaux libres).

**LES ACTIFS NATURELS ADAPTÉS**

Pour traiter les rides : on privilégie les

soins bio et/ou recettes cosmétiques naturelles contenant des actifs anti-âge comme la Centella asiatica, le Mimosa tenuiflora ou encore l'huile essentielle de mélisse. Ces antioxydants vont stimuler les fibroblastes (cellules de soutien de la peau) et favoriser la fabrication de collagène.

Pour prévenir les taches pigmentaires : la criste marine, le réglisse, l'extrait de mûre vont stimuler la production naturelle de mélanine, le pigment de la peau.

Pour maintenir la fermeté : la chlorella vulgaris, l'extrait de bouleau blanc et la prêle possèdent des vertus raffermissantes qui peuvent restaurer la tonicité et la fermeté de la peau.

**UN SOIN ANTI-ÂGE MAISON**

Ce masque antioxydant au chocolat nourrit, protège et adoucit la peau. Recette propo-

sée par Natacha Thibault dans Mes 50 meilleures recettes cosmétiques (éditions Grancher).

**INGRÉDIENTS :**

- 50 g de chocolat noir bio
- 1 goutte d'huile de noix de coco
- 2 gouttes d'huile essentielle d'ylang-ylang

Mode d'emploi  
Dans un bol en verre ou en inox, faites fondre le chocolat et l'huile de noix de coco au bain-marie

Laissez refroidir et ajoutez l'huile essentielle (pas au-dessus de 40 °C sinon elle perd ses propriétés).

Étalez le masque sur le visage à l'aide d'un pinceau en évitant le contour des yeux et des lèvres.

Laissez poser 10 à 15 minutes et rincez à l'eau tiède.

**FORME**

### Étirez-vous comme un chat

Lions dans la savane, tigres dans la jungle ou gros matous sur le tapis du salon, tous les félins s'étirent au réveil. Nous devrions faire comme eux, car l'étirement permet d'éliminer les crispations musculaires, dénoue les raideurs phy-

siques et aide à évacuer les tensions nerveuses et émotionnelles.

Le principe est simple : au réveil, encore couché(e), étirez bras et jambes comme si vous vouliez grandir. Puis, alternativement, repliez chacun de vos bras jusqu'à

l'épaule, relâchez vos muscles et étirez-les à nouveau. Faites de même avec vos deux jambes. Pendant que vous vous étirez, respirez calmement et profondément. Les brumes du sommeil s'évanouiront rapidement et votre tonus reviendra.



## Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib STAMBOULI

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43





## SPORTS

Huitièmes de finale de la CAN

## Les Verts avec l'art et la manière

**La presse internationale salue l'exploit de l'EN**

■ Le quotidien du sport L'Equipe a indiqué dimanche soir que l'Algérie n'a pas eu à forcer son talent pour éliminer la Guinée (3-0), notant qu'elle a joué en «mode rouleau compresseur». «L'Algérie, en mode rouleau compresseur contre la Guinée (3-0), se qualifie pour les quarts de la Coupe d'Afrique des nations», a écrit le journal, relevant les quatre matches, quatre victoires, toujours aucun but encaissé. «Quatre matches, quatre victoires, toujours aucun but encaissé et une qualification logique pour les quarts de finale, l'Algérie tient son rang dans cette Coupe d'Afrique des nations qui prend un malin plaisir à se débarrasser de ses favoris», a-t-il expliqué. Pour sa part, Le Progrès a écrit : «Même pas eu peur ! L'Algérie a assumé son nouveau statut de favori en maîtrisant la Guinée (3-0) en 8es de la CAN, dimanche au Caire, pour se qualifier pour les quarts de finale». «Le rigoureux sélectionneur Djamel Belmadi a rapporté un peu de rationalité dans cette phase finale folle, après les sorties prématurées du Cameroun, du Maroc et de l'Egypte», a-t-il ajouté, alors que le site de beINSports France fait observer que l'Algérie a refusé de vivre pareille désillusion des favoris sortants (Maroc, Cameroun et Egypte) et «elle a parfaitement évité le piège, si tant est que piège il y avait». «Troisième équipe du premier tour à tout rafler, la troupe de Djamel Belmadi a confirmé sa grande forme depuis le début du tournoi égyptien», ajouta le site. France 24 a estimé qu'au terme d'une rencontre maîtrisée au stade du 30 juin au Caire, l'Algérie «n'a pas eu à forcer son talent» pour dominer la Guinée (3-0), soulignant que «solides, les Verts assurent sans sourciller leur présence en quart de finale de cette CAN-2019». Dans un article de son envoyé spécial, RFI titre «L'Algérie punit la Guinée et attend le Mali ou la Côte d'Ivoire», soulignant que la sélection algérienne «efficace dans ses temps forts, solide en défense, poursuit son sans-faute et continue de laisser la meilleure impression parmi les équipes encore en course». Le site de BFM-RMC-Sports a estimé pour sa part que «c'est peut-être la bonne année pour l'Algérie». «Près de trente ans après leur unique sacre dans la compétition, les partenaires de Riyad Mahrez peuvent à nouveau espérer grimper sur le toit du continent», a-t-il écrit.



L'équipe nationale a évité avec brio le piège tendu à plusieurs grandes nations lors de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) qui se déroule du 21 juin au 19 juillet en Egypte, en surclassant aisément la Guinée (3-0) en huitième de finale disputé dimanche soir au stade du 30-Juin (Le Caire), se qualifiant ainsi haut la main pour les quarts de finale, prévus ce jeudi à Suez. En effet, la dure réalité du terrain a déjà été fatale à plusieurs grandes nations du football africain, dont le Cameroun (Tenant du titre) et l'Egypte (Pays organisateur), sans oublier le Maroc, qui comptait également parmi les sérieux prétendants au titre. Mais l'Algérie, elle, est sortie indemne de ce guépier, se permettant même le luxe d'associer la manière au résultat dans sa brillante qualification contre la Guinée. Comme lors de la phase de poules, où elle avait affiché un bilan parfait de trois victoires en trois matches, avec six buts marqués et aucun d'encaissé, la sélection algérienne a réédité le même sans faute contre la Guinée, en marquant trois jolis buts sans en prendre le moindre. Après un bref round d'observation, ayant duré environ une vingtaine de minutes,

Les Verts ont commencé à porter le danger dans le camp adverse et c'est le fer de lance Baghdad Bounedjah qui a été le premier à s'illustrer. En effet, bien servi par Adlène Guediouara, le buteur d'Al-Sadd (Qatar) a réussi un joli contrôle de la poitrine avant d'enchaîner par une belle reprise de volée qui est passée légèrement au-dessus. Trois minutes plus tard, Youcef Belaïli adresse un joli centre à destination de Ramy Bensebaïni, qui seul au deuxième poteau a tenté un retourné acrobatique, mais le gardien guinéen était sur la trajectoire. Les efforts de la sélection algérienne ont fini par porter leurs fruits à la 24e, lorsqu'après un joli one-deux avec Bounedjah, le virevoltant meneur de jeu de l'Espérance Tunis Youcef Belaïli s'est présenté seul devant le gardien guinéen, avant de le tromper d'un tir bien placé, qui est allé se loger dans le coin opposé (1-0). La dernière occasion qui mérite d'être signalée en première mi-temps était également algérienne et c'est ce même Belaïli qui en était à l'origine, mais son tir de l'extérieur du pied droit est passé légèrement au-dessus. Après la pause, les Guinéens sont revenus avec de meilleures intentions et ils étaient les premiers

à créer le danger, par Camara, dont le tir surpuissant avait failli surprendre M'Bolhi à la 55e.

#### Mahrez a prit ses responsabilités

Une chaude alerte ayant poussé les Algériens à se ressaisir et leur première tentative a été la bonne, puisque suite à une belle ouverture d'Ismaël Bennacer, le virevoltant ailier gauche de Manchester City, Ryad Mahrez a réussi un joli contrôle orienté de la poitrine, avant de tromper le gardien adverse d'un tir bien placé (2-0). Le match semblait dès lors plié, mais les poulains du coach Djamel Belmadi ont continué à jouer avec la même hargne et la même volonté, ce qui leur a permis d'ajouter un troisième but par le fraîchement incorporé, le Napolitain Adam Ounas, qui a envoyé le cuir au fond des filets d'un tir à bout portant, après un joli centre en retrait du côté droit (83'). L'Algérie sera fixée sur son adversaire en quarts de finale lundi soir, après le déroulement du match Mali - Côte d'Ivoire, prévu à partir de 16h00 (heure locale) au stade de Suez. Le quart de finale est programmé le jeudi 11 juillet, à partir de 16h00 (heure locale), dans ce même stade de Suez.

Imad M.

## Impressions

■ Djamel Belmadi (sélectionneur/ Algérie) : «Plus que satisfait, très content, les joueurs ont réalisé un gros match. On n'a pas encaissé de buts, tout en marquant trois. Ça aurait été pour moi un manque de respect envers la Guinée si je dis le contraire. Avoir des joueurs remplaçants qui rentrent et sont décisifs, c'est notre objectif (concernant le but d'Ounas, entré en cours de jeu, ndr). Ils sont là, nous avons un groupe élargi de qualité, ils l'ont prouvé contre la Tanzanie. Concernant nos chances dans ce tournoi, on y croit, c'est gratuit, ça coûte rien d'avoir des ambitions. Je n'ai pas attendu de gagner nos matches pour le dire. On fera le maximum pour réaliser notre objectif. Le turnover contre la Tanzanie était voulu, l'arrêt était voulu. On s'est créé cette opportunité de pouvoir faire jouer le reste de l'effectif, tout le monde est maintenant quasiment

dans le même niveau de forme, il manquait de les faire travailler à l'issue de la phase de poules. Je suis peut-être fatigué, mais je ne cache pas ma joie. Il y a un match qui arrive très vite. Se remettre rapidement au boulot en vue des quarts de finale (jeudi contre le vainqueur du match Mali û Côte d'Ivoire à Suez, ndr). Je n'ai pas envie de regarder mon adversaire, mais plutôt faire en sorte d'être prêt pour le prochain match, on fait le nécessaire. Le plus fort passera. Ma nature est de revoir le match, les choses mal faites, pendant que c'est frais dans ma tête. Demain, je me déplacerai sûrement à Suez pour voir Mali û Côte d'Ivoire, ça une occasion pour avoir une idée et des informations sur notre prochain adversaire en quarts. Il reste des équipes qui ont gagné la CAN, d'autres qui sont mondialistes, on ne se cache pas».

■ Paul Put (sélectionneur/ Guinée) : «Avant d'encaisser le premier but, nous étions bien en place. L'Algérie est une très bonne équipe, solide

dans ses trois compartiments. En seconde période, on a été groggy après le but encaissé. L'Algérie mérite la victoire plus que la Guinée. Nous avons joué contre la meilleure équipe du tournoi, on savait que ça allait être compliqué pour nous. J'ai demandé à mes joueurs d'être attentifs pour ne pas encaisser, mais malheureusement ça n'a pas marché pour nous ce soir. Nous sommes en train de construire une équipe, l'objectif était de se qualifier pour cette CAN. Nous devons encore améliorer les choses, et construire encore pour pouvoir progresser».

■ Riyad Mahrez (désigné homme du match/ Algérie) : «Je pense qu'on a fait un match très solide, contre une bonne équipe de la Guinée, Nous sommes très contents. Nous n'avons pas encaissé de buts ce qui nous a permis de gagner ce match. C'est une belle soirée pour nous. On a été sérieux, contre une équipe pas facile à manœuvrer».

Après sa victoire face au RD Congo aux tab (4-2)

## Qualification historique du Madagascar

■ Le Madagascar a validé son billet pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations de football, en battant la RD Congo aux tirs au but 4 à 2, (temps réglementaire et prolongations : 2-2), une première historique pour ce

pays qui participe pour la première fois à une phase finale de la CAN, dimanche à Alexandrie (Egypte). Le Madagascar a été le premier à ouvrir la marque grâce à son milieu de terrain, Ibrahim Amada (9'), avant que Cédric Bakambu

(21') n'égalise pour la RD Congo. Les Malgaches ont pris l'avantage en deuxième période par l'intermédiaire de Faneva Andriatsima (77'), mais Chancel Mbemba a remis les pendules à l'heure dans l'ultime minute de la deuxième mi-temps

(90'). En quart de finale, prévu jeudi 11 juillet au stade international du Caire, le Madagascar affrontera le vainqueur du huitième de finale opposant la Tunisie au Ghana, prévu lundi à partir de 20h00 à Al-Ismailia.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 31 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 30 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 16 °C  
Max 33 °C

Election du nouveau président de l'APN

## Le SG du FLN prône la réunification des rangs

Le Secrétaire général du parti du Front de libération national (FLN), Mohamed Djemai, a mis l'accent, hier à Alger, sur la nécessité de la réunification des rangs du parti «loin de l'attachement aux postes de responsabilité». Intervenant à l'ouverture d'une réunion avec les présidents et membres des commissions permanentes de l'APN, organisée deux jours avant l'élection du nouveau président à la chambre basse du Parlement en remplacement de Mouad Bouchareb qui a démissionné, M. Djemai a indiqué que la conjoncture actuelle que traverse cette instance législative marquée par «de légères frictions» requiert d'oeuvrer à «la réunification des rangs du parti et l'ouverture des horizons devant tous les militants», estimant «insensé de lier le sort du parti à une personne quelle qu'elle soit». A ce propos, le SG du FLN a fait état d'une réunion, dans l'après-midi, avec «le comité des sages» pour la discussion de cette question en plus de celle relative au candidat du parti à la présidence de l'APN. Sous la pression de son parti et des groupes parlementaires, Mouad Bouchareb, élu président de l'APN le 24 octobre 2018 en remplacement de Saïd Bouhadja, avait déposé sa démission mardi dernier. Suite à quoi, il a été décidé de reporter la clôture de la session parlementaire ordinaire jusqu'à l'élection d'un nouveau président. De son côté, l'ancien président de l'APN, Saïd Bouhadja a déclaré à la presse en marge de cette réunion, qu'il était «le président légitime de cette instance», appelant les responsables du parti à «le rétablir dans ses fonctions», desquelles, a-t-il dit «j'ai été écarté par une bande qui continue à agir au niveau de l'Assemblée et du parti».

Reda A.

Envoi de troupes au sol en Syrie

## Le gouvernement allemand s'oppose

Le gouvernement allemand s'est opposé hier, à l'envoi de troupes au sol dans le nord de Syrie tel qu'il a été demandé par le président américain, Donald Trump, créant ainsi une division parmi la coalition d'Angela Merkel. «Quand je dis que le gouvernement allemand a l'intention de maintenir son dispositif au sein de la coalition contre le groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), comme nous le savons cela n'inclut pas de troupes terrestres», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, lors d'un point-pressé régulier. Les Etats-Unis avaient demandé, dimanche à l'Allemagne, par la voix du représentant spécial américain pour la Syrie, James Jeffrey, de fournir des troupes au sol et attendaient une réponse rapide. «Nous cherchons ici (en Allemagne) et parmi les autres partenaires de la coalition internationale contre l'EI comprenant 80 pays, «des volontaires prêts à s'investir», avait dit M. Jeffrey, en visite à Berlin. «Depuis plusieurs années, l'Allemagne apporte une contribution importante et reconnue sur le plan international à la coalition anti-EI», a souligné en réponse M. Seibert. La participation allemande à cette coalition consiste essentiellement en des vols de reconnaissance et à des formations dispensées en Irak.

H. O.

GHIR HAK

radjedz@outlook.fr

CET ETE LE DELESTAGE NE CONCERNERA QUE LES POCHEES !



Tribunal de Sidi M'hamed

## Enquête sur une vidéo montrant des policiers tabassant un individu



Le Procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a instruit les services de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger d'ouvrir une enquête préliminaire sur une vidéo relayée sur les réseaux sociaux montrant des éléments de police en train de frapper un individu en tenue civile, a indiqué hier, un communiqué du tribunal.

«En application des dispositions de l'article 11, alinéa 03, du code de procédure pénale, modifié et complété, et après avoir visionné une vidéo relayée sur les réseaux sociaux montrant des éléments de la police en train de

frapper un individu en tenue civile, des instructions ont été adressées, le 6 juillet 2019 à 18h30, aux services de la police judiciaire territorialement compétents à l'effet de nous fournir des informations détaillées sur ces faits», lit-on dans le communiqué du tribunal.

La même source a précisé qu'un rapport préliminaire nous est parvenu en date du 7 juillet 2019, suite auquel les services de la police judiciaire, relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont été instruits de diligenter une enquête préliminaire approfondie sur les faits montrés par la vidéo en s'assurant de leur véracité par le recours à des techniciens et

d'identifier les auteurs après confirmation des conditions et des circonstances de l'incident».

Pour rappel, le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelkader Kara Bouhedba, avait instruit, dimanche, l'Inspection générale de la Sûreté nationale d'ouvrir une enquête au sujet d'une vidéo montrant des affrontements avec la police, qui auraient eu lieu probablement vendredi dernier.

Le Dgns avait souligné, en outre, «l'impératif d'enquêter sur les faits et de situer les responsabilités afin que toutes les mesures prévues par loi soient prises».

R. K.

Blida, Tissimsilt et Khenchla

## Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, dimanche, par des détachements de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et ce, suite à des opérations distinctes menées à Blida, Tissimsilt et Khenchla, indique hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficiente de renseignements, des détachements de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, ont arrêté, le 7 juillet 2019, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes et ce, suite à des opérations

distinctes menées à Blida/1<sup>ère</sup> RM, Tissimsilt/2<sup>ème</sup> RM et Khenchela/5<sup>ème</sup> RM», précise la même source.

Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts soutenus et des opérations de qualité visant à contrecarrer la propagation du fléau des drogues en Algérie, un détachement de l'ANP, des éléments de la Gendarmerie nationale et des éléments de la Sûreté nationale, ont appréhendé, lors de deux opérations menées distinctement à Tlemcen/2<sup>ème</sup> RM, «cinq narcotrafiants en leur possession une grande quantité de kif traité s'élevant à 1 tonne et 140 kg, dissimulée à bord de trois véhicules touristiques».

L. M.

## ACTU...

Séisme en Californie

### Aucune victime algérienne

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif, a indiqué qu'«aucune victime algérienne n'est à déplorer» suite au séisme qui a frappé jeudi le sud de la Californie (Etats-Unis d'Amérique). «Aucune victime algérienne n'est à déplorer suite au séisme qui a secoué le sud de la Californie (Etats-Unis d'Amérique) le 4 juillet et aux répliques enregistrées depuis, selon les informations recueillies auprès des services de notre Consulat général à New York», a déclaré M. Benali Chérif.

«Nos services diplomatiques et consulaires aux Etats-Unis d'Amérique suivent la situation de près et sont en contact permanent avec les autorités américaines compétentes pour toute information concernant les membres de notre communauté établis dans cette région», a-t-il ajouté.

Le sud de la Californie a été frappé par un premier séisme de magnitude 6,4 le 4 juillet et un deuxième de magnitude 7,1 le 5 juillet. Hormis quelques blessés parmi la population civile, aucune victime n'a été signalée.

R. L.

Oran

### Un trafiquant de psychotropes arrêté

Les services de la Sûreté de wilaya d'Oran ont arrêté un trafiquant de psychotropes et saisi 1 070 comprimés de psychotropes, en plus d'une somme d'argent provenant de ces recettes de ce trafic, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule d'information et de communication de ce corps de sécurité.

Les éléments de la 17<sup>ème</sup> Sûreté urbaine de la wilaya d'Oran ont procédé à l'arrestation d'un trafiquant âgé de 49 ans et à la saisie de 1 070 comprimés de psychotropes, a-t-on indiqué.

Ce dealer a été arrêté dans l'affaire de détention et de trafic de drogue (psychotropes) à l'intérieur de son domicile où la quantité précitée de comprimés a été saisie de même qu'une somme de 200 000 DA, a-t-on fait savoir. Une procédure judiciaire a été engagée contre le mis en cause pour le déférer devant la justice.

R. O.

Tripoli (Libye)

### Breve suspension des vols après la chute de roquettes

Les vols ont été brièvement suspendus dimanche soir dans le seul aéroport opérationnel de la capitale libyenne, après la chute de roquettes dans le périmètre de l'aéroport qui ont blessé légèrement deux techniciens, selon une source aéroportuaire à Tripoli.

«La navigation aérienne a été rétablie à l'aéroport international de Mitiga après la chute de roquettes sur certains secteurs», a indiqué dimanche Lotfi al-Labib, directeur général de l'aéroport de Mitiga.

«Deux ingénieurs techniciens de la compagnie (libyenne) Afriqiyah Airways ont été légèrement blessés», a ajouté M. al-Labib.

L'origine des roquettes reste indéterminée et l'attaque n'a pas été revendiquée, mais les forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA), exécutif basé à Tripoli et reconnu par l'ONU, ont accusé les forces du général à la retraite, Khalifa Haftar, qui mènent depuis trois mois une offensive pour s'emparer de Tripoli, de bombarder de nouveau l'aéroport.

G. L.